

Nouveau concept

Maison de la culture + Maison des jeunes

Six jeunes Sherbrookoïses, en collaboration avec le gouvernement par l'entremise du programme Jeunes Volontaires, travaillent ces jours-ci à l'élaboration d'une nouvelle salle à multiple usages destinée aux jeunes marginaux de la région. Le projet, dont le concept se situe à mi-chemin entre celui d'une Maison de la culture et le mandat des Maisons des jeunes, rejoindra une importante souche de notre société, habituellement mal servie par les infrastructures existantes.

Au programme : expositions d'œuvres d'arts en tous genres, distributions de fanzines d.i.y., enseignements d'arts martiaux, accès à une bibliothèque alternative, formation en sérigraphie, organisation de jeux de rôles ainsi que des projections cinématographiques qui y sont prévues. Dans ses temps morts, l'endroit se transformera en petit café où il fera bon de lire, jouer aux échecs ou tout simplement discuter entre amis. En quelques occasions, la salle en deviendra une de spectacles musicaux, afin de permettre aux groupes locaux et de l'extérieur de se produire ailleurs que dans les établissements de débits d'alcool.

La dernière facette (mais non la moindre) de ce projet consiste en une cuisine collective (orchestrée par d'anciens activistes du collectif *De la bouffe, pas des bombes*) où il sera possible pour les individus de manger moyennant, soit une légère cotisation monétaire, soit en apportant des denrées alimentaires, tout en contribuant, bien entendu au repas par le partage des tâches culinaires.



Un lieu : par et pour les jeunes

Parions que la salle deviendra rapidement un lieu de rencontres et de discussions privilégié, grâce à l'implication d'intervenants ne possédant pas l'expérience des carriéristes en psychologie ou en service social mais qui, cependant, connaissent mieux que quiconque ce milieu singulièrement hétéroclite. Il ne faut pas avoir peur de le dire : cette initiative arrive à point dans le paysage sherbrookoïse.

C'est maintenant officiel. La salle des Cuisines collectives est ouverte et elle est située au Centre-ville, soit au 116, rue Wellington Sud. Le nom que prendra ce nouvel espace pour les jeunes n'est pas encore définitif.

Sébastien Aubé

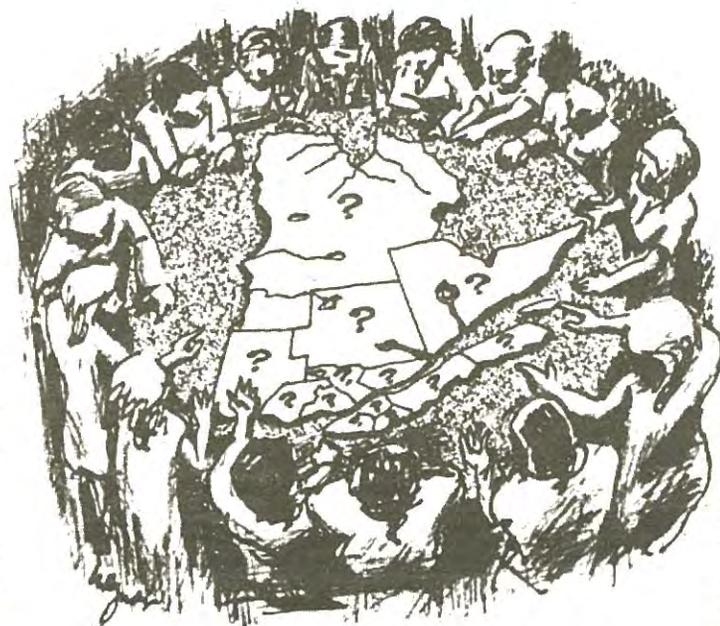
- SOMMAIRE -

- Jeux olympiques et « Jeux télévisés » p. 2
- Budget fédéral : croyons-nous encore aux changements . p. 3
- La vie des bêtes ou la fusion des banques p. 4
- Rayon de lune p. 13
- La déréglementation de M. Lemaire p. 14
- La Route de Parramatta - Mondialisation de la pauvreté. p. 16

Supplément International

- Les riches gagnent, les pauvres perdent p. 5
- Salvador et Haïti p. 6
- Mali : des petits pas et de la coopération internationale .. p. 7
- La République dominicaine p. 8
- Le Kosovo toujours en crise p. 9
- Ikea : aimez-vous vos meubles « pas chers »? p. 9
- Pérou et Nicaragua p. 10
- Le retour de l'extrême-droite et encore Pinochet p. 11
- Un courant néolibéral qui efface la démocratie p. 12

Un monde à partager. Mais comment?



Source : Vie ouvrière, n° 252, janv.-fév. 1995

- - ÉDITORIAL - -

Jeux olympiques... ou Jeux du pouvoir mondial?

Depuis quelques semaines déjà, il flotte sur le sport amateur (si l'on peut toujours appeler cela du sport amateur) une odeur de scandale financier sans précédent. En effet, le Comité international olympique (CIO) a dû ouvrir une enquête interne à la suite d'allégations d'un de ses membres qui affirmait, l'automne dernier, que des villes candidates avait acheté les votes de certains membres du CIO afin d'augmenter leurs chances d'être sélectionnées comme ville hôte des Jeux Olympiques.

La petite histoire d'un scandale financier

C'est à la suite des Jeux Olympiques de Calgary en 1988, les premiers de l'histoire à être rentables financièrement, qu'il est devenu intéressant pour les grandes villes de tenir les Jeux chez elles. C'est à partir de ce moment que la tentation d'acheter le vote des membres du CIO s'est fait sentir et que les villes candidates pour les Jeux de 1996 ont commencé à faire d'alléchants cadeaux (bien que cela soit interdit par les règlements du Comité) aux membres du CIO qui visitaient d'éventuels sites pour la tenue de la compétition sportive.

Le mouvement olympique en crise

Maintenant que le scandale a éclaté au grand jour, que devra-t-il advenir du CIO et du mouvement olympique? D'abord, il est clair que le CIO devra faire preuve d'une grande transparence et de fermeté tout au long de l'enquête qui se déroule actuellement. Exclure quelques membres ne réglera en rien le problème et ne rétablira pas la confiance des gens envers cette institution. La population n'est pas dupe : elle demeurera critique à l'endroit du CIO et se désintéressera des Jeux si une véritable réforme de son fonctionnement n'est pas enclenchée. Les sélections et les meetings en vase clos devront cesser si le CIO souhaite regagner un peu de crédibilité.

Mais au-delà du simple scandale financier, la crise qui ébranle le CIO présentement est bien plus grave. Jadis, symbole de dépassement de soi, d'honnêteté et de fraternité entre les athlètes du monde entier, les Jeux Olympiques sont devenus une affaire de gros sous où des athlètes dopés sont blâmés par des dirigeants corrompus. Il importe peu d'y participer désormais. L'important est de gagner sa course, sa médaille, son droit de tenir les Jeux dans sa ville, peu importe les moyens utilisés, que ce soit le dopage aux stéroïdes ou les pots-de-vin. Les Jeux sont ainsi en train de perdre leur raison d'être, ce pourquoi on les fait renaître de leurs cendres il y a un peu plus d'un siècle.

Dans l'Antiquité, nos ancêtres avaient eu la sagesse de mettre un terme à une compétition sportive où la tricherie était devenue monnaie courante. Faudra-t-il à nouveau donner un repos de quelques centaines d'années aux Jeux de l'ère moderne pour leur redonner leurs lettres de noblesse? Bien sûr, comme de gros intérêts financiers sont en jeu, il est peu probable que le CIO prendra la décision de se saborder. Mais peut-être devrait-il en avoir le courage...

L'équipe de rédaction

Hägar the Horrible

By Chris Browne

MY SON, WHEN YOU TRAVEL DOWN LIFE'S HIGHWAY IN SEARCH OF JUSTICE AND FAIRNESS FOR ALL...



« Mon fils, lorsque tu voyages sur l'autoroute de la vie à la recherche de la justice et de l'égalité pour tous et toutes... Amènes-toi une paire de chaussures de plus! (Source : The Gazette, 23 janvier 98)

La télévision, catalyseur de la virtualité capitaliste

Les deux pieds dans 'sloche en train de péter sa coche Louis rentre chez lui en se disant ostie

Louis s'ouvre une bière La plus forte mais la moins chère

Louis se branche sur t.v. god Cet espèce de voïvode

« On a changé l'église catholique pour une cathodique »

Louis perd son temps

Gavé comme une oie

Louis fait semblant

Louis paye pour ça :

Sa t.v. couleur

Sa boîte à bonheur

Comme une lueur dans la nuit

« Regardes comme le temps fuit »

La t.v., passionnément, PASSIVEMENT

La t.v., sans discrimination le passe-vie abordable

D'la poudre aux yeux

Qui combat l'ennui des vieux

Une gardienne d'enfants

Wow! Bel avenir qui les attends!

Matraqué par la routine sournoise des semaines,

Louis n'est pas à blâmer, on l'a si efficacement conditionné au pire.

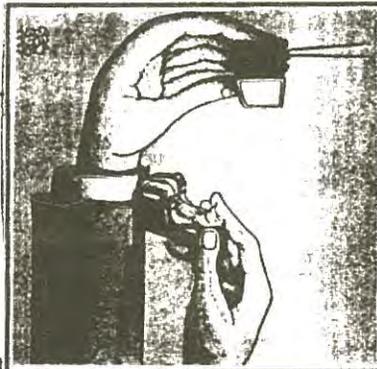
Si demain les travailleurs comme les pauvres se débarraient de leur t.v., ils se-

raient de nouveaux Rois de la terre, qui s'arrêterait de tourner pour repartir dans l'autre sens.

Béatitude et contentement

Euphorie pitoyable

Pendant ce temps-là :



Monde Diplomatique, août 95

Louis voit pu ses amis

Louis va pas au cinoche

Louis va pas au théâtre

Louis va pas voir de spectacle

Louis ne lit plus de livre

Louis va pas dans les musées

Louis va pas patiner

Louis va pas glisser

Louis fait plus la fête

Louis se saoule en tête-à-tête avec sa t.v.

Louis profite pu de rien

C'est le monde qui profite de lui

« Pogné » dans son cauchemar climatisé

Louis ne rêve même plus d'un monde meilleur

Le simple rôle de figurant lui

convient bien

Le dos tourné sur sa bécotte, quelqu'un en profite pour lui faire la passe. La t.v. lui chante les vertus d'UNE culture, toujours la même : celle de la consommation.

Alors modifions notre drapeau pour ce qui nous ressemble et nous rassemble le plus. Troquons notre fleur de lys (ou feuille d'érable) pour un code barre.

Allez Louis! Mets tes barniques fumée

Comme à un enterrement

Faut pas qu'on voit que tu pleures

R'garde comme la vie est belle à la télévision

Ta pauvre liberté n'a d'égale que le diamètre de ton écran cathodique

Une coupl' de pouces de plus, une coupl' de pouces en moins Tous dans la même marde à peu près jusqu'au cou

« Big brother ain't watching you, mate!

But you're fuckin watchin him ! » *

Sébastien Aubé

* : Diction tiré de l'album *Christ* de la défunte formation Crass

Journal communautaire
bimestriel



187, rue Laurier, local 317
Sherbrooke (Québec)
J1H 4Z4
Tél. : 821-2270

AMECO Association des médias écrits communautaires du Québec

Equipe de rédaction

Carole Archambault
Sébastien Aubé
Denis Crête
Louise Daigle
Dominique Desautels
Normand Gilbert
Miodrag Tasovac

Mise en page

Louise Daigle

Correction

Hélène Blanchard

Caricature

Christine Blanchet
Jonathan Charland
Ève M. Desrosiers

Collaboration

Alexandre Badibanda
Ghislaine Beaulieu
Pierre Binette
Chantal Boucharde
Geneviève Boulanger
Janvier Cliche
Yves Couturier
Claude Dallaire
Marco Labrie
Jean Lacharité
Yves Lawler
Ana Rosa Mariscal
Me Micheline Plante
Denis Poudrier
Marie Salvail
Céline Théberge
Daniel Vanoverschelde

Éditeur : La Voix Ferrée inc.

Impression : The Record

Distribution : Distribution publicitaires Estire

Poste Publication : Enrg. 7082

Dépôt légal 1er trimestre 1998
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution gratuite délimité par les rues Queen au nord, Saint-Joseph au sud, Le Phare à l'ouest et par la rivière St-François pour l'est.

Distribution Assermentée
AVDA

RPM média
Placement Réseau de
COMMUNAUTAIRE

Changements à l'horizon

L'automne dernier, le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration faisait paraître le document *Une action concertée pour une francisation réussie*. Ce document porte sur les nouvelles orientations gouvernementales. Des constats s'en détachent : après plus de 30 ans d'immigration régulière au Québec, l'intégration et la francisation des personnes immigrantes apparaissent déficientes voir insatisfaisantes. La nouvelle directive s'orienterait donc de plus en plus sur l'accès et la qualité des services auprès de ces personnes.

Doté de plus d'autonomie en matière d'immigration, et ce, depuis bientôt dix ans, le gouvernement provincial a facilité l'implantation de personnes immigrantes en régions. Le résultat qui en ressort semble positif car cette politique a permis d'enrichir au point de vue social, culturel et économique plus de gens dans la communauté québécoise.

En Estrie, les services d'accueil et d'accompagnement sont assumés par le Centre d'orientation et formation pour personnes immigrantes (COFI), les commissions scolaires et des organismes

communautaires. Le moyen incontournable pour la personne immigrante de s'intégrer dans sa société d'accueil est, sans aucun doute, d'en apprendre la langue. Depuis 23 ans, le COFI initie la



personne immigrante à la langue et à la culture. Cette francisation se prolonge au Centre St-Michel depuis 1995 environ. Ces deux centres de

francisation et d'intégration offrent des stimulations différentes pour les étudiantes et étudiants selon que ces personnes évoluent en vase clos pour le premier, ou qu'elles soient « entourées » de francophones pour le deuxième.

Table de concertation

Selon les dires de Roger Filion, directeur du Centre St-Michel et membre de la Table régionale de concertation : « Le défi qui s'annonce est grand puisqu'il s'agit de transformer l'actuel état de services afin de mettre en place dans chacun des milieux un continuum de servi-

ces : accueil, évaluation des besoins, projets de vie, francisation, réflexion et finalement intégration des enfants. La période va être longue, peut être trois ans. Il faut dépasser les visions cloisonnées et s'ouvrir aux besoins des personnes immigrantes. »

Pour tous les gens concernés, la situation est complexe : trois partenaires principaux sont en cause : COFI, commissions scolaire et organismes. Les discussions se déroulent sur deux points principaux : l'accueil afin de concevoir un continuum des services et, la francisation, où le Cofi et le Centre St-Michel doivent s'entendre sur l'élaboration d'un programme national. Mais pour en arriver à cela, M. Filion est conscient qu'il faut d'abord régler la question syndicale. À cet effet, un Comité aviseur

national s'occupe des questions de relations de travail et de celles du financement.

Pour M. Filion, « l'intégration des professeurs de francisation du COFI aux commissions scolaires doit se faire en tenant compte de leurs connaissances et expériences ». Il insiste sur « l'amélioration des services et sur une véritable pédagogie de la langue seconde par différents agents de la société afin de permettre une véritable francisation et intégration de la personne immigrante ». Les démarches se poursuivent. Mais les uns craignent une réforme qui pourrait apporter des changements contraires à ceux souhaités par tous; et d'autres, en toute légitimité, craignent pour leurs emplois.

Louise Daigle

Source : Roger Filion
Directeur, Centre St-Michel

Budget fédéral 1999-2000

Des changements majeurs s'imposent

Chaque année, le comité fiscalité de Solidarité Populaire Estrie qui regroupe des organismes populaires et syndicaux, se fait un devoir d'émettre son opinion sur les budgets du gouvernement fédéral et provincial. Nous le faisons parce que pour nous, le budget annuel d'un gouvernement est un geste politique et économique qui devrait s'inscrire dans une vision plus large du développement et de la justice sociale. La politique budgétaire dépasse de loin un strict exercice comptable. Nous voulons, aujourd'hui, présenter quelques réflexions sur le prochain budget fédéral 1999-2000 qui sera déposé à la mi-février prochain.

Pour plusieurs raisons nous estimons que le gouvernement libéral doit changer de cap : le niveau de vie réel d'une majorité de Canadiennes et de Canadiens a diminué et il est désespérément bas pour ceux et celles qui viennent régulièrement grossir les rangs des personnes vivant dans la pauvreté. Selon l'Association canadienne des banques alimentaires : « Les changements apportés à l'ancien système d'assurance-chômage constituent l'une des raisons les plus importantes du recours accru aux banques alimentaires au cours des dix dernières années. Avant, les prestataires de l'assurance-chômage n'avaient pas vraiment besoin des banques alimentaires, puisqu'ils n'étaient pas complètement anéantis. » Le Comité des Nations unies sur les droits économiques, sociaux et culturels, note (dans son rapport sur le Canada) que

90 % des mères seules âgées de moins de 25 ans sont pauvres, que le chômage et le sous-emploi sont répandus à l'échelle du pays, que 20 % de la population adulte est analphabète et que la clochardisation augmente à un rythme inquiétant.

Le Conseil canadien de développement social, dans son rapport annuel, exprime que non seulement le nombre d'enfants pauvres n'a pas diminué, depuis que le gouvernement fédéral a pris des engagements en ce sens il y a quelques années, mais il a grimpé considérablement et s'élève maintenant à 1,5 million.

Il est de plus en plus évident que la lutte au déficit, sous le gouvernement libéral de Jean Chrétien, a été un succès si on ne porte attention qu'au seul point de vue comptable. Par contre, sous prétexte d'éliminer le déficit, les derniers bud-

gets fédéraux ont engendré des souffrances brutales, excessives et inutiles aux populations canadienne et québécoise.



C'est à surveiller...

Sur le dos des chômeurs et chômeuses

La réforme de l'assurance-chômage est une des raisons de l'assainissement des finances publiques canadiennes ces dernières années. Rappelons qu'au cours de 1998, le régime d'assurance-emploi a dégagé à lui seul plus de 7 milliards, une somme qui aurait dû demeurer dans le programme comme tel mais qui sera sans doute versée au fonds consolidé du gouvernement pour réduire le déficit

d'autant. Cette réforme a fait en sorte que le taux de couverture de l'assurance-emploi est passé de 90 % en 1993 à 40 % des chômeurs et chômeuses actuellement. Cette situation a conduit forcément à l'augmentation de la clientèle de l'aide sociale, dans un contexte où les paiements de transfert aux provinces sont réduits considérablement.

Des surplus à réinjecter

Actuellement, le gouvernement libéral se dirige vers un surplus de 10 milliards pour l'exercice financier courant, mais il ne semble pas y avoir une volonté claire de réajuster le tir en mettant en place un certain nombre de mesures qui répareraient les dégâts importants que le gouvernement a créés. Bien au contraire, ce dernier semble maintenant utiliser le prétexte de la réduction de la dette pour poursuivre sa lancée de compressions des dépenses. De plus, non seulement le fédéral ne veut pas injecter des fonds supplémentaires dans les dépenses de programme dont principalement le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS), mais il s'ingère de

plus en plus dans des champs de compétence provinciale, le Fonds des bourses du millénaire en étant un exemple.

À quelques semaines du budget, il semble que le gouvernement Chrétien serait prêt à réinjecter entre un et deux milliards dans les transferts aux provinces, notamment pour la santé. Nous sommes loin des attentes des provinces qui demandent le rétablissement par Ottawa du financement pour les programmes sociaux, l'éducation et la santé à son niveau plancher de 1994 (18,5 milliards, contre 12,5 milliards aujourd'hui). Nous sommes très peu confiants sur la possibilité de voir des changements sérieux dans le prochain budget car en octobre dernier, le ministre Martin nous apprenait que le surplus de 1998 s'était volatilisé. Tout était allé au remboursement de la dette. Nous sommes persuadés que le gouvernement libéral de Jean Chrétien a les outils et l'argent pour corriger, du moins en partie, les situations que nous décrivons.

**Ghislaine Beaulieu
Janvier Cliche**

Solidarité Populaire Estrie

Dessin : Jonathan Charland

-- MÉDIAS --

Travailler dans les médias... une question de vie... et parfois de mort!

L'article 19 de la *Déclaration des droits de l'Homme* stipule que « Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions [...] ». Or, à l'approche de l'an 2000, ce droit humain est encore bafoué un peu partout dans le monde...

L'O.N.U. regroupe 185 États en son sein et plus de la moitié d'entre eux contreviennent au droit à la liberté de presse*. Parmi ceux-ci, 30 chefs d'état ne reculent devant aucun moyen pour censurer l'information : emprisonnement, assassinat, censure d'articles et tentatives d'intimidation. Du photographe au rédacteur en chef, en passant par le caricaturiste, ces « audacieux » ont pour point commun la dénonciation de la situation politique de leur pays. Les correspondants étrangers subissent également cette pression sur le contenu de leurs articles.

Des pays où se joue la vie de reporters

Quels pays se jouent ainsi de l'information? En voici des exemples frappants. En Algérie, tout article doit être lu et approuvé expressément par un agent du gouvernement. Toute allusion à la situation politique, ou même à l'armée, est bannie automatiquement de la diffusion. En Tunisie, la presse ne doit représenter qu'une seule voix, celle du pouvoir en place, rien de plus.

D'après le bilan 1998 de *Reporters sans Frontières*, « [...] 19 journalistes ont été tués pour leurs opinions ou dans l'exercice de leur profession, 487 ont été interpellés, 697 ont été agressés ou menacés et 507 médias ont été victimes de mesures de censure. Actuellement, 93 journalistes sont emprisonnés dans le monde [...] »*.

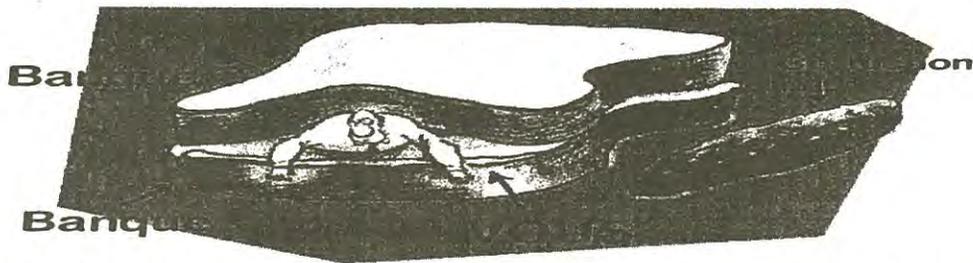
Dans des pays dits civilisés, la question de liberté de presse est aussi problématique. Malgré une apparence crédible, la presse y est également contrôlée, mais de façon plus subtile. La publicité, le contenu des journaux sont sous l'emprise de quelques groupes ou personnes qui décident de ce qui sera diffusé au public. Toute vérité n'est pas bonne à dire et les journalistes sont bien placés pour le savoir... même s'il faut que ce soit aux dépens de leur sécurité !

Ana Rosa Mariscal et Marie Salvail
Pour le CRÉMI

* Reporters sans frontières : <http://www.rsf.fr>

La vie des bêtes ou

La fusion des banques expliquée



Livret banques NPD, juin 1998

Les profits des banques dépassent toute mesure et sont autant d'affronts au bon sens, au travail du monde ordinaire et à tout projet d'une société faisant passer les gens avant les profits. Boulimiques compulsives, les banques en veulent plus, et encore plus : elle veulent tout. Insatiables, elles nous mangeront, mais c'est nous qui auront en mal au coeur.

LES banques ferment des succursales, coupent les services, informatisent les guichets, imposent de plus en plus de frais de services, refusent de prendre l'argent du pauvre monde. Mais ce n'est pas assez. Elles projettent de se fusionner pour former un oligopole, soit un monopole à quelques joueurs. N'est-ce pas étonnant de voir ces grandes compagnies tout faire pour réduire la concurrence, supposé principe fondateur du libéralisme économique? Il faut critiquer cette tendance fusionnelle et malade et en analyser les conséquences sur nos vies.

Fusion : pertes d'emploi et services plus dispendieux

LA seule fusion des banques Royale et de Montréal fera en sorte que 70 % des succursales bancaires canadiennes seront sous leur contrôle avec une proportion équivalente des actifs bancaires. Le pays aura tout intérêt à ce que cette banque ne se trompe pas, car 70 % des actifs seront mal gérés. En effet, 150 municipalités canadiennes perdraient leur unique succursale suite à cette fusion. Des pertes d'emplois se chiffrant à 30 000 sont prévues. Rappelons que pour leur part, ces compagnies ne sont pas déficitaires ou faiblement bénéficiaires. Au contraire, ces fermetures, ces coûts de services et ces mises à pied n'ont qu'un seul but : permettre aux banques de devenir plus grosses, encore plus grosses et toujours plus grosses. Et tant pis pour les épargnants, les communautés, les travailleuses et travailleurs, les gouvernements et, pourquoi pas, tant pis... pour tout le monde.

Banque ou dinosaure...

COMME les dinosaures, plus une banque est grosse, plus elle est bête. Dix des 20 plus grosses banques au monde sont « dans le

rouge », c'est-à-dire déficitaire. Rappelez-vous l'effondrement de la Barrings, les scandales à la source de la crise bancaire japonaise (où on retrouvait pourtant les plus grandes banques mondiales) et l'effondrement de l'empire canadien Olympia and York qui coûta des centaines de millions aux contribuables canadiens et 799 millions à la CIBC en plus de 2 500 emplois pour éponger ses mauvais placements en empire immobilier. Deux mille cinq cents familles ont payé pour la mégalomanie d'un ou deux dirigeants, au salaire démesuré (et déductible d'impôts, donc payé par les contribuables).

IL faut donc refuser la constitution d'un quasi monopole bancaire et plutôt exiger que ces banques cessent de « siphonner » les communautés à leur unique profit. Aux États-Unis, le Community Reinvestment Act fut promulgué. Il força les banques états-uniennes à réinvestir dans les communautés une part de leurs profits en programmes de micro-prêts, en logements sociaux, en capitaux de risque pour les PME, etc. Les banques doivent cesser d'écrémer la collectivité puis de partir avec la caisse investir dans des firmes quasi esclavagistes qui exploitent les populations des pays du Sud.

ET surtout, il ne faut pas croire que le repli stratégique du ministre des Finances, Paul Martin, est une victoire pour les opposants à la fusion des banques. Ce repli, au contraire, devrait lui permettre d'ouvrir les frontières aux banques américaines. Cela ne sera pas beaucoup mieux, malheureusement.

Yves Couturier

CRÉMI

Collectif Régional d'Éducation
sur les Médias d'Information

ACCÈS GRATUIT À INTERNET

tous les mardis et les jeudis
de 9 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 16 h 30
Pour réservation : 346-0101

LA TABLE RONDE DES



DE L'ESTRIE

187, rue Laurier, local 314
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

TÉL.: (819) 566-2727

LE MOUVEMENT POPULAIRE

- Des ressources à découvrir
- Des alternatives à offrir
- Une force en devenir

JOURNÉE INTERNATIONALE
DE LA FEMME ÉTABLIE
EN 1910.

À New York le 8 mars
1857, plusieurs travailleuses
de la confection trouvèrent
la mort dans leur lutte pour
de meilleures conditions de
travail et pour obtenir le
droit de vote.



Supplément International



Ce supplément a été rendu possible

grâce à la collaboration du

Carrefour de Solidarité International
(CSI)

- | | |
|--------------|---------------------------|
| 1- Chili | 6- Mali |
| 2- Haïti | 7- Pérou |
| 3- Hollande | 8- République dominicaine |
| 4- Kosovo | 9- Salvador |
| 5- Nicaragua | 10- Suède |

Dans ce numéro spécial, *Entrée Libre* présente un supplément international dans lequel nos lectrices et lecteurs pourront porter un regard sur différentes régions du monde.

Les questions soulevées tout au long de ces articles quelles soient d'ordre politique, sociologique, culturel et économique, leur permettront de se sensibiliser à l'importance d'une collaboration étroite entre les peuples ouvrant la porte à une plus grande solidarité ici et ailleurs.

Vous trouverez dans les pages suivantes des articles portant sur des pays tels que :

Mondialisation : les riches gagnent, les pauvres perdent

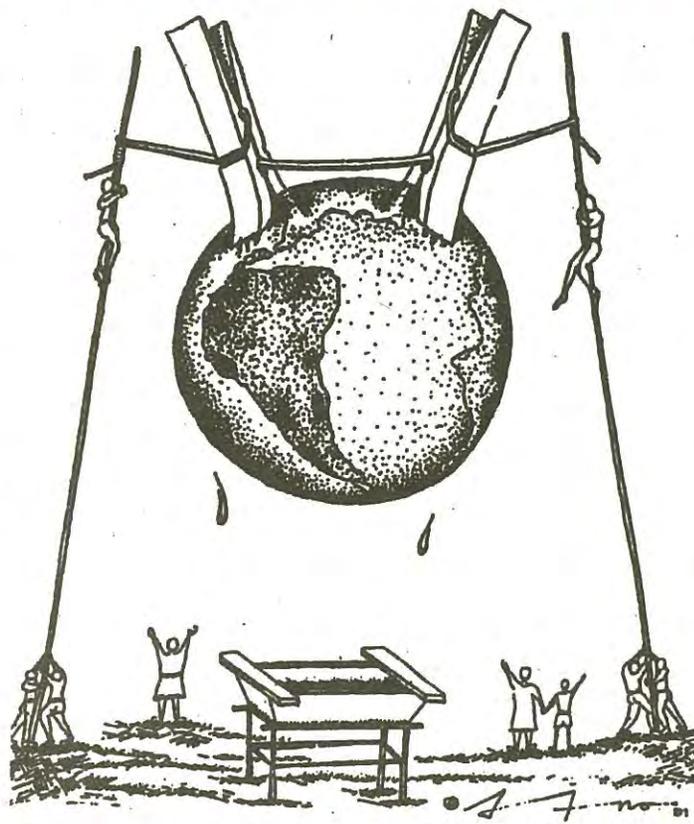
Avec l'arrivée de la globalisation de l'économie, il y a des gagnants, les riches, et des perdants, les pauvres.

C'est ce qu'affirme l'Organisation des Nations Unies (ONU). Cela se vérifie au plan mondial - les pays sous-développés gagnent moins que les pays industrialisés - et au plan individuel - dans un même pays, les plus pauvres gagnent moins que les riches. Pour saisir l'illusion qui se cache derrière la globalisation, le rapport utilise la métaphore suivante : « La globalisation est comme une marée montante de richesses sur laquelle tous les bateaux sont sensés flotter; les transatlantiques et les yachts vont très bien, les chaloupes à rame prennent l'eau et quelques-unes coulent rapidement.

Au niveau de toute la planète, les profits de la libéralisation du commerce au cours des prochaines années seront de 212 milliards à 510 milliards de dollars. Mais pour les 48 pays les plus sous-développés, on s'attend à une perte annuelle au plan commercial de 600 millions de dollars, et de 1,2 milliard pour les pays de l'Afrique subsaharienne. Aujourd'hui plus d'un milliard de personnes vivent dans ces pays. Il y a vingt ans, ces pauvres généraient 0,6 % du commerce mondial; ils sont descendus aujourd'hui à 0,3 %.

Concentration des bénéficiaires

Un autre exemple de la très mauvaise répartition des bénéfices de la globalisation: le produit interne brut du monde considéré dans son



Comment résister à la marée montante de la mondialisation?

ensemble a crû, mais celui de 44 nations sous-développées a diminué. Le même phénomène est observé quant aux investissements

étrangers : les États Unis, l'Europe de l'Ouest, le Japon et une partie de la Chine en accumulent 90 %, tandis que le reste du monde

qui abrite 70 % de l'humanité, n'en reçoit que 10 %. Trois causes expliquent que les pauvres soient ainsi perdants : 1) la mauvaise gestion politique à l'intérieur de ces pays, 2) les conditions financières et commerciales qui leur sont imposées, et 3) les règles du jeu internationales. Les nations pauvres souffrent des conditions que l'économie mondiale leur impose; ils ne bénéficient pas, par exemple, de la réduction des intérêts sur les emprunts et ils doivent même payer pour ces derniers quatre fois plus que dans les années 80.

Source : Agenda latino-américain, 1999

Jolly, Richard. Rapport du programme des nations unies pour le développement (PNUD) pour l'année 1997.



Lettre à un ami

Salvador, pays de contrastes

Cher Samuel. Je reviens d'un pays où le soleil nous frappe de plein fouet au visage, où la langue qui sort de la bouche de ceux qui l'habitent est une douce berceuse et où, malheureusement, la violence et l'agressivité sous toutes ses formes coulent comme l'eau des rivières. C'est un pays de coeurs généreux mais aussi de coeurs meurtris. Un pays ancré dans la guerre qui, malgré sa fin officielle, transperce encore les yeux de ses habitants.

Le Salvador a accueilli mes pas, Samuel, et j'y ai découvert plus que je n'aurais pu imaginer avant de poser les pieds sur ce sol. Le calme des paysans contrastait avec la peur d'un quelconque malheur, qui aurait pu survenir aux peaux blanches que nous représentons mes compagnons de voyage et moi. Toute la beauté des paysages salvadoriens baignait dans l'inévitable contraste de la richesse de quelques-uns et de la pauvreté de la majorité. Spectacle qui devient de moins en moins étranger, mais qui est exprimé, hélas, dans sa plus grande injustice dans les

Petit pot de la survie

C'est si bizarre, Samuel, de marcher dans les rues de cette réalité humaine. Une réalité qui prend naissance dans nos foyers. Terre d'accueil et de réveil, qui fut pour nous une révélation sur une pauvreté sans dignité, sans patience et sans retenu. La pauvreté d'un enfant dans la rue, qui marche d'un pas lourd, traînant dans sa main son essence de vie : un pot de colle. Petit pot de la survie, qui m'enlève la faim, le froid et la douleur, mais qui restreint aussi mon chemin, mes pas et ma grandeur. La vue de ces enfants

qu'avoir les yeux et le nez ailleurs. Je me suis assise comme au cinéma devant eux, comme si cette réalité n'était pas véritablement là, devant moi, vision trop dure au coeur de l'enfance. Cette étrangeté ouvrait le voile sur mon impuissance. Je ne pouvais croire que l'on puisse être à un tel point démunie et, en même temps, si fort face à la vie.

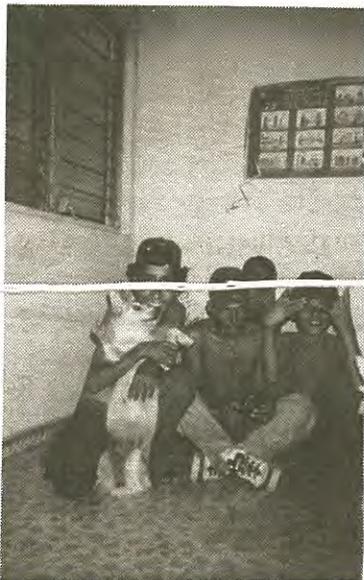


photo : Chantal Bouchard

On cherche dans les yeux des enfants une réponse à nos questions. On voudrait bien les voir au désespoir quand au fond, c'est le nôtre qui dort dans le noir. À leur vue, tout se bouscule dans nos yeux de Nord-Américains, comment un tel abandon peut-il vivre au coeur d'une terre qui est la nôtre?

Ces cris de détresse « silencieux »

Pourtant, nous n'entendons pas leur cri de détresse, l'humilité les pousse à ne pas faire entendre leur souffrance. Il y a tant d'âmes désolées et blessées dans cette Amérique et de toute autre terre qui a connu la désolation. Comment cela se peut-il? Aurions-nous oublié un droit essentiel, Samuel? Celui de vivre dans la dignité? Les enfants sont-ils des déchets que l'on laisse dormir près d'un dépôt? Je

sentiment d'incompréhension et il s'aggrave lorsque je rentre chez moi et que j'entends mon ami me dire qu'il veut s'enlever la vie. Je vois dans ses yeux une détresse que j'aurais pu entrevoir au hasard des croisements de regards auprès de ces enfants salvadoriens. Quand allons-nous comprendre que nous faisons partie d'une même Amérique? Que les mains de la travailleuse dans les *maquiladoras* du Salvador sont les mêmes que celles de ma mère qui travaille dans une usine de *jeans* au Québec. Samuel, dis-moi que je vais toujours garder les yeux ouverts sur une réalité qui me suit malgré les soubresauts de notre individualisme persistant...

Chantal Bouchard
Stage au Salvador, printemps 1998

Perspectives intéressantes

Sur l'île d'Haïti

En Haïti, on parle depuis longtemps de développement. Toutefois, la faiblesse des pouvoirs publics est encore un frein à un véritable envol du pays. Le pays est depuis plusieurs mois sans premier ministre qui, dans la constitution haïtienne, est le seul à réellement détenir le pouvoir de faire bouger les choses. Mais il ne faut pas se cacher également les nombreuses tentatives vouées plus ou moins à l'échec de l'aide internationale proprement dite.

Beaucoup d'argent a été investi dans des projets qui n'ont pas tenu compte de l'autonomie des populations. Et le vieil adage : « montrer à pêcher plutôt que donner du poisson » prend ici tout son sens, quand on sait que le peuple haïtien a besoin d'être avant tout formé pour prendre sa destinée en main. Depuis peu, le Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke (C.S.I.) s'est associé à la coopérative d'Anse d'Hainault-Mont-Carmel (CAM) pour la réalisation

de projets touchant l'élevage porcin, l'agriculture et les pêcheries.

À l'Anse d'Hainault

Anse d'Hainault est une commune de la région de la Grande Anse située à l'extrémité sud-ouest de l'île et disons-le, d'un accès plutôt difficile, 15 heures de route pour effectuer les 340 km la séparant de Port-au-Prince! Malgré son isolement, cette région côtière étant entourée de montagnes, Anse d'Hainault et les communes

avoisinentes ont un potentiel intéressant au niveau de l'agriculture et des pêcheries qui ne demandent qu'à se développer.

Formée d'Haïtiens et de Denis Lefebvre, Frère de Saint-Gabriel, la CAM oeuvre depuis plusieurs années auprès de la population locale. Cette nouvelle collaboration avec le C.S.I., qui préconise une approche formatrice et communautaire, ouvrira peut-être les portes à un modèle intéressant de développement dans



Nouvelle plantation d'arbres fruitiers

Photo : C.S.I.

cette région de près de 80 000 habitants. À ce jour, un magasin de pêche, un appui pour l'alphabétisation des femmes et un moulin à maïs ont concrétisé les premières ententes.

L'avenir, quant à lui, pourrait donner jour à un programme d'appui de trois ans sur le renforcement institutionnel de la CAM et des dix autres coopératives de la région, la formation en gestion, en techniques agricoles et de pêches, en transformation des aliments, en mi-

cro crédit et autres. Une histoire à suivre sans nul doute et qui, espérons-le, portera ses fruits.

Daniel Vanovershelde
Agent de projets au C.S.I.

*Donner du poisson,
enseigner à pêcher,
mais surtout
reconquérir la rivière!*

Anonyme d'Amérique latine

Préparer un stage en coopération internationale

Le Mali, c'est pour bientôt

Vendredi matin, 8 janvier. L'air est froid. La neige crisse sous nos pas. Le soleil est radieux. À l'intérieur d'une classe, au Collège de Sherbrooke, 13 jeunes, garçons et filles, avec leur professeur Jean Brochu, trépignent d'impatience. Le départ pour un stage en coopération internationale au Mali, du 16 janvier au 12 mars, se rapproche. Plus que dix jours... Chacune et chacun se sent prêt. L'atmosphère est fébrile. Les regards brillent. Comme une seule voix, ils se raconteront à tour de rôle.

Pour l'étudiante ou l'étudiant en technique de travail social, bien souvent, c'est dès la première année qu'il envisagera la possibilité de séjourner trois mois au Mali mais ce n'est qu'en troisième année que le groupe se formera définitivement et qu'il évoluera en suivant un axe de travail bien précis : rencontres régulières dans le but d'apprendre à se connaître mutuellement; choix d'un projet de stage; recherche de financement et enfin, connaissance du pays.

Solidaires du groupe

L'apport du groupe prendra toute son importance au fil des mois. Pas toujours facile pour ces jeunes de vivre

en vase clos pendant dix semaines. L'apprentissage demandera beaucoup d'efforts mais le «Groupe Mali» (comme ils aiment s'appeler) finira par s'imposer, et apporter la sécurité nécessaire. L'approche est simple, humaine : chaque rencontre s'ouvre par la question : « Comment ça va? » Histoire de se connaître un peu plus à chaque fois.

Là-bas, ces jeunes évolueront de concert avec les membres d'une École de service social. Par exemple, les stages se feront auprès de groupes de femmes, de jeunes de la rue, entre autres. Malgré qu'ils maîtrisent leur projet et que leur compréhension de la pro-

blématique face à ce pays, soit grande, ils n'en sont pas moins conscients, que durant leur séjour, leur adaptation se fera au jour le jour.

La recherche de financement leur a demandé du temps et de l'énergie! Mais on ne recueille pas 25 000 dollars comme on cueille des pommes, par exemple. L'imagination et la débrouillardise ont porté fruits : vente de chandelles et de pains, conférences, plusieurs commandites et deux « bons » partys. L'entraide et la solidarité ont fait le reste. Pas question de compétitivité entre eux.

Aujourd'hui, le Mali ne leur est plus inconnu. Ils savent qu'il fait parti des trois pays

les plus pauvres au monde et que les pressions économiques extérieures augmentent l'appauvrissement de la population. Les valeurs maliennes, telles la famille et la parole, possèdent une autre portée et c'est à ce niveau qu'ils devront se mesurer avec eux-mêmes. Apprendre et comprendre ce pays, leur aura été indispensable pour se découvrir et approfondir leurs propres valeurs.



Source : Collège de Sherbrooke

confrontation de leurs valeurs avec une population démunie aura des conséquences sur eux par la suite. La crainte du quotidien, l'incompréhension des proches, les ruptures sont autant d'appréhensions. Des sessions de groupe sont prévues à leur retour afin de les aider à normaliser ces remises en question.

Le « Groupe Mali » survivra quelque temps en organisant des activités de sensibilisation et d'éducation du public estrien aux réalités de la solidarité internationale. Ce matin le groupe est unanime : cet apprentissage les a amenés à une ouverture à la société québécoise, à des intérêts nouveaux et au désir de changement social nécessitant une implication. *Unse et Ini sogana*

Louise Daigle

Source : « Le Groupe Mali »

Contre les discriminations faites aux femmes au Mali

Politique des petits pas...

Contrairement à ses voisins le Togo et la Côte d'Ivoire, ce pays d'Afrique de l'Ouest a refusé de légiférer au sujet de la pratique des mutilations génitales. Au moment de son passage au Québec, Diarra Hafsatu Thierro, ministre de la Promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, a expliqué que, de toute façon, aucune Malienne ne courrait le risque d'invoquer une loi qui pourrait faire condamner... sa propre belle-mère. Parce que ce sont majoritairement les femmes qui excisent les fillettes, une pratique qui touche près de 90 % de la population féminine de cette région du monde!

Après plusieurs échecs, les associations qui combattent cette atroce coutume ont compris que des arguments sur la discrimination ou la perte de plaisir sexuel des femmes ne convainquaient personne. Pour donner du poids à ses campagnes de sensibilisation, le Ministère insiste donc dans son message sur les effets néfastes de l'excision sur la santé des femmes. Réunis au sein d'un comité qui regroupe aussi des griots, des journalistes et des féministes, des gynécologues témoignent de cas de femmes devenues incontinentes à la suite d'une excision et que tous rejettent à cause de leur odeur des multiples accouchements difficiles [...] et les multiples infections que subissent les femmes excisées.

Action et formation

Ce comité doit déposer un plan d'action au conseil des ministres en vue d'éradiquer l'excision à partir de 2007. D'ici là, il est prévu de sensibiliser la population de chaque village, de chaque quartier aux méfaits de cette tradition. Un programme de formation est également mis en oeuvre pour que les exciseuses se reconvertissent dans d'autres activités professionnelles comme la fabrication du savon. Les membres du comité tentent de lutter contre d'autres formes de discriminations telles que le gavage des fillettes de certaines régions pour les pousser à des mariages précoces. Cette pratique, qui a pour but de faire passer des préadoles-

centes pour des adultes prêtes à marier, provoque parfois de graves problèmes au cours d'une grossesse.

Petits pas par petits pas

Au dire de Diarra Hafsatu Thierro, le gouvernement malien s'applique à adopter une politique des petits pas pour amener la population à évoluer sans la heurter de front. Difficile en effet de provoquer un débat public sur la polygamie quand il s'agit de la réalité d'environ 90% des ménages maliens, y compris de quelques ministres! Pourtant, les mariages à trois, à quatre ou même à cinq partenaires posent de sérieux problèmes de santé publique. Les maladies transmises sexuellement ravagent certains ménages, d'autant plus que

l'épouse infectée n'ose pas l'avouer par crainte de se retrouver à l'écart. Les concubines subissent également le vagabondage sexuel de leur mari et courent ainsi le risque de contracter non seulement une MTS, mais aussi le sida, encore peu répandu au Mali, selon elle. Le gouvernement, appuyé par les organisations non gouvernementales, tient des réunions dans les écoles, les lieux de rencontre et les dispensaires pour informer les Maliens et Maliennes sur ces questions. Des associations distribuent des condoms gratuitement.

La tâche du jeune ministère de la Promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, créé il y a un an sous la pression d'associations féministes maliennes, semble énorme dans ce pays pauvre où les femmes représentent le groupe le moins nanti de tous. Malgré tout, Diarra Hafsatu Thierro ne se laisse pas décourager par l'ampleur du travail à accomplir. Plutôt,



Photo : Johanne Lauzon

elle mentionne avec fierté le nombre record d'élues qui siègent depuis peu au Parlement malien. Le parti majoritaire, auquel elle appartient, a en effet imposé un quota de 30 % de candidates, et 18 femmes sont maintenant députées. Mais la ministre [...] craint que ses collègues masculins ne les excluent des discussions. « [...] Les femmes ont peu l'occasion de s'initier au fonctionnement de l'État, puisqu'on les considère comme des personnes aux moeurs légères si elles discutent avec les hommes. »

Louise Daigle

Source : Pascale Guéricolas La Gazette des femmes. Janvier-février 99 Vol 20, n° 5



Séjour dans un « barrio »

Estriens en République dominicaine

Bellas Colinas, « un barrio » d'environ sept mille habitants, s'anime très tôt. D'abord, les chants des coqs vous annoncent l'arrivée de l'aube. Ensuite, les bruits des motocyclettes et des vieilles voitures se multiplient. Peu à peu, les voix des enfants envahissent ces petites rues jonchées de bouteilles cassées et de déchets de toute sorte. Ici, plus le temps passe, plus la vie semble maintenue par les sons de Merengue. La musique est forte, mais cela ne dérange personne!

Pour les jeunes Canadiens qui séjournent à *Bellas Colinas*, le choc est grand. Dix-neuf jeunes de l'Estrie ont été sélectionnés, à la suite d'un concours lancé dans différentes écoles secondaires de l'Estrie, par le Rallye Tiers-Monde Estrie pour vivre une expérience d'entraide et de sensibilisation à la coopération internationale. Plusieurs ont entre 15 et 17 ans. C'est leur premier séjour dans un pays en voie de développement.

Séjour inoubliable

Ce stage en République dominicaine a eu lieu du 12 au 27 décembre 1998. Il a duré 14 jours au cours desquels

les jeunes ont vécu dans des familles. Une expérience extraordinaire qui leur a permis de s'intégrer dans une communauté où les habitudes sont différentes, le confort matériel presque inexistant et la langue parlée, l'espagnol. Lorsque je les ai rencontrés, trois jours

avant leur retour au Canada, plusieurs ont parlé à cœur ouvert : « Je n'ai pas hâte de retourner au Québec » m'annonce Marie-Andrée Fortier. « C'est sûr que j'ai hâte de voir mes parents, mais je vais m'ennuyer de la vie ici. Je me rends compte que j'aime vraiment ma famille



Groupe de jeunes stagiaires à Bellas Colinas

Photo : C.S.I.

dominicaine. » Marie-Andrée est une fille émotive. Lorsqu'elle vous parle des habitants de *Bellas Colinas*, ses yeux pétillent. « Je vais m'ennuyer des Hola. Ici, tout le monde te dit Hola, même s'ils te connaissent pas. Les gens viennent te voir, ils te parlent. » « Au Québec, nous avons de la misère à dire bonjour à nos voisins, nous nous sommes éloignés des vraies valeurs... Nous autres, nous allons chercher notre satisfaction dans le matériel » a ajouté Mathieu René.

À vrai dire, ces jeunes sont marqués par ces deux semaines qui ont complètement éveillé leur conscience. « Je pense que je suis maintenant une personne transformée. Quand je serai au Québec, je vais vraiment faire attention à ma façon de consommer. Tous les gestes que

je vais poser, je vais les faire avec d'autres yeux » explique Mathieu. Pour sa part, Cynthia Patry avoue avoir eu un choc. « Je suis arrivée dans ma famille, personne ne me comprenait. J'étais assise dans la maison, j'étais comme perdue... »

Les liens se sont tissés entre les jeunes estriens et les familles de *Bellas Colinas*. Plusieurs ont pleuré avant leur départ. Certains ont promis de leur écrire. Enfin, tous s'accordent pour dire qu'ils sont prêts à revivre une telle expérience. « Ça vaut la peine, on s'ouvre à plein de choses. J'espère que tout ce que l'on a vécu ici ne sera pas perdu lorsque nous retournerons au Québec » a conclu Sébastien Sangalli.

Alexandre Badibanga

Carrefour de solidarité internationale

L'engagement du Carrefour de solidarité internationale en République dominicaine

La santé : une priorité

La détérioration des conditions et de la qualité de vie de la majorité de la population dominicaine se reflète au quotidien dans les services d'eau potable, d'énergie, d'éducation, de santé, de transport et de logement.

La croissance des bidonvilles autour des grands centres urbains par exemple *Santo Domingo, Santiago et San Cristobal*, en raison de l'accroissement naturel de la population est dû également à l'appauvrissement des zones rurales. Ce qui force des milliers de personnes à émigrer vers ces quartiers suburbains.

Ces bidonvilles, dépourvus de services adéquats, sont des foyers de maladies de toutes sortes. On y enregistre d'ailleurs des taux élevés de mortalité infantile. Les services de santé sont, soit très éloignés, soit déficients ou encore inexistantes et sont essentiellement curatifs. Dans ce contexte, la mise sur pied de programmes de santé intégrale s'avère essentiel.

Programmes d'éducation

Ces programmes font participer les communautés à un processus d'éducation sur la nécessité d'améliorer leur environnement (milieu ambiant, hygiène, service d'eau potable, service d'égouts) et qui tend à modifier des habitudes et coutumes afin de diminuer les risques de maladies infectieuses et contagieuses. En plus, il est impératif d'instruire les communautés à détecter, identifier et agir de façon élémentaire face aux problèmes de santé de leurs voisins et d'arriver à la création de centres d'attention primaire ou spécialisé.

Notre partenaire dominicain, le *Centro de planificacion y accion ecumenica* (CEPAE), conçoit la santé intégrale

comme un programme issu de la communauté pour la communauté qui contribue d'une part, à la mobilisation des gens en vue de revendiquer et organiser d'autres services de base et d'autre part, à l'amélioration des conditions de vie en général des habitants de la communauté. La présence du CEPAE au sein des communautés les plus marginalisées du pays, depuis de nombreuses années, et la reconnaissance par leurs pairs du travail accompli, ont amené la communauté de *Bellas Colinas* à les approcher afin de mettre sur pied un tel programme.

L'appui financier de CSI, dont 106 000 \$ proviennent du ministère des Relations internationales, 27.314 \$ de l'ACDI et 33.329 \$ du CSI, permettra la consolidation du Comité santé par l'augmentation du nombre de ses mem-



Photo : C.S.I.

bres, de continuer le travail d'éducation en santé et rendre les services d'attention primaire en santé. Avec comme objectif de laisser la gestion du programme de santé intégrale aux mains de la communauté, le CEPAE, compte étendre ce projet à l'ensemble de *Bellas Colinas*. Ce projet se caractérisera également par le renforcement du partenariat CSI-CEPAE et par la poursuite de stages en santé communautaire à *Bellas Colinas*. Un premier stage, réalisé dans le cadre du programme *Québec sans frontières* s'est terminé au début d'avril 1998 et sa réalisation a été couronnée de succès. En effet, pendant huit

semaines, les stagiaires de *Québec sans frontières* ont vécu avec des agentes en santé, ont participé aux causeries et formations.

Tout cela crée, en Estrie, une dynamique des plus intéressantes et une synergie autour des projets de développement du CSI. La sensibilisation du public estrien s'en trouve hautement accrue de même que la reconnaissance de l'engagement du gouvernement du Québec au niveau de la coopération internationale.

Marco Labrie

Projet Outre-mer CSI

Source : CSI vous informe
Automne 98, Vol. 3, n° 3

La crise au Kosovo

La communauté internationale apprendait en ce début d'année que le 15 janvier, 45 civils Kosovars, incluant femmes et enfants avaient été abattus par des milices serbes à Recak au Kosovo. Il s'agit là, encore une fois, d'un dur rappel des conflits ethniques qui déchirent plusieurs États de l'ancien monde communiste. Un auteur français mentionnait que « si la religion était l'opium du peuple, le communisme avait été le chloroforme des nations ». La mosaïque des peuples qu'a été la République fédérale populaire de Yougoslavie (R.F.P.Y.) créée en 1945 n'échappe pas à cette réalité. Son éclatement en janvier 1992 a révélé la brutalité du réveil de certains nationalismes. Des Européens allaient de nouveau tuer au nom de la purification ethnique. Or, qu'en est-il de la crise au Kosovo?

La R.F.P.Y. se composait de six républiques fédérées : Serbie, 9,8 millions habitants, Slovaquie, 2 millions, Croatie, 4,7 millions, Bosnie-Herzégovine, 4,4 millions, Monténégro, 610,000, Macédoine, 2 millions, et de deux provinces autonomes intégrées à la Serbie, à savoir le Kosovo, 1,7 millions et la Voïvodie 2 millions.¹ À l'été 1991, la Serbie dirigée par S. Milosevic annonce à la suite d'affrontements ethniques au Kosovo, qu'elle retire à ses deux provinces leur statut d'autonomie. La Croatie et la Slovaquie arguant que le Pacte fédéral a été violé déclarent leur indépendance. Cela conduira, à l'encontre de la volonté de la Serbie, à l'éclatement de la R.F.P.Y. en janvier 1992. Les populations serbes des nouvelles républiques indépendantes souvent regroupées au sein de territoires bien définis comme dans la Krajina en Croatie, refusent d'être coupées de la

Serbie et de devenir minoritaires au sein des nouveaux États. Appuyées militairement par le gouvernement de la Serbie, elles résistent au moyen de milices favorables au partitionnement.

Réaction internationale

La communauté internationale reconnaît progressivement l'indépendance des Républiques fédérées. Devant l'ampleur de la résistance serbe, l'ONU adoptera des sanctions contre la nouvelle République fédérale Yougoslave composée dorénavant de la Serbie et du Monténégro. L'ONU déploiera aussi dans les zones d'instabilité politique des forces d'intervention (FORPRONU). La résolution 771 (août 1992) du Conseil de sécurité (C.S.) de l'ONU autorise même l'utilisation de la force pour l'acheminement de l'aide humanitaire. L'OTAN sera aussi mandatée par le Conseil de sécurité à titre

de « force de stabilisation » et en 1996, elle remplacera littéralement la FORPRONU.

Raisons historiques

Pour des raisons historiques et parce qu'il est une province autonome de la Serbie et non pas une République fédérée, le cas du Kosovo est particulier. Les Serbes estiment que le Kosovo est le berceau de leur civilisation et le coeur du royaume de Serbie. Le siège du patriarche de Serbie a été d'ailleurs au Kosovo jusqu'au XIII^{ème} siècle. En 1389, l'empire Ottoman fait la conquête du Kosovo. Pour administrer ce territoire, les Turcs y favorisent le transfert de populations albanaises musulmanes qui leur sont fidèles repoussant de ce fait, les Serbes plus au nord, notamment en Voïvodie et en Croatie. C'est pourquoi en 1992, le Kosovo est peuplé à 85 % de population d'origine albanaise. Il s'agit aussi de la région la plus défavorisée.

Réaction des Kosovars

En réaction à la perte de leur statut d'autonomie, les Kosovars organiseront en septembre 1991 un référendum clandestin pour se doter d'un chef de gouvernement de la République du Kosovo souveraine. Le Président de la République sera Ibrahim Rugova. Ce dernier est un modéré qui s'engagera dans un processus de négociation avec les autorités serbes pour l'établissement d'une véritable autonomie du Kosovo. En revanche, l'Armée de libération du Kosovo appuyé par l'Albanie est carrément indépendantiste. Les milices serbes du Kosovo appuyées par la Serbie s'opposent par la force à cette souveraineté autoproclamée. L'OSCE et le Haut commissariat aux réfugiés (H.C.R.) de l'ONU rapportent la violation systématique des droits de l'Homme et du droit international humanitaire. Au plus fort de la crise en 1998, le H.C.R. estimait à plus de 250 000 le nombre de réfugiés et de personnes déplacées.

Or, le C.S. rappelle dans ses résolutions que la solution à la crise passe par : la négociation, le respect de l'intégrité territoriale de la R.F.P.Y. qui inclut le Kosovo, une large autonomie du Kosovo. Il s'agit donc pour les institutions internatio-

nales et européennes d'une guerre civile et non pas d'une guerre d'indépendance ou inter étatique. La résolution 1199 du C.S. qualifie la crise au Kosovo de menace à la paix régionale et internationale. Sur la base de ce constat, le C.S. s'autorise à utiliser la force (par le biais de l'OTAN) en cas de non-respect de ses directives. L'intervention est toutefois très délicate. Elle ne permettrait pas de solutionner le fond du problème qui se situe d'abord au niveau de perceptions psychologiques collectives antagonistes entre les peuples de la poudrière des Balkans; perceptions forgées par des siècles d'autoritarismes, d'affrontements, de conquêtes et d'atrocités de toutes sortes.

La solution à long terme réside dans la démocratisation de cet espace européen et ce, dans le respect des droits de chacun. Il faudrait également s'écarter d'une division territoriale fondée exclusivement sur le principe ethnique. Si la France et l'Allemagne sont aujourd'hui des partenaires de premier plan, il est possible de croire qu'éventuellement Serbes et Croates, ou encore Kosovars et Serbes le deviendront.

Pierre Binette

Professeur au département d'histoire et de sciences politiques Université de Sherbrooke

Pour la compagnie de meubles suédoise Ikea

La recette du « beau, bon, pas cher »

C'est bien connu, les meubles de la compagnie suédoise Ikea font fureur partout dans le monde. Grâce à son design moderne et son prix peu élevé, la bibliothèque Ikea qui trône au milieu de votre salon vous a peut-être séduite au premier coup d'oeil. Mais lorsque l'on apprend l'origine de son concept du « pas cher », la bibliothèque en question devient beaucoup moins attrayante...

Il faut comprendre que le système de sous-traitance sur lequel s'assoit le géant suédois du meuble pour offrir des prix aussi compétitifs en est un qui exploite sournoisement les populations de pays pauvres, en autres, ceux de l'Europe de l'Est ou de l'Asie et, principalement les Philippines.

En effet, un reportage de la télévision suédoise, transmis sur les ondes de Radio-Canada l'automne dernier, a permis de lever le voile sur la façon dont Ikea s'y prend afin de vendre ses meubles le moins cher possible.

Sous-traitance ou exploitation

Lorsque la compagnie transige avec un sous-traitant (généralement situé dans un pays où les conditions de travail ne sont pas prioritaires), elle exige souvent du fabricant local d'avoir l'exclusivité de la production de ce dernier en y mettant le prix fort. Les propriétaires de ces petites fabriques, trop heureux de bénéficier de ce contrat lucratif de la part d'un client prestigieux, ne voient malheureusement pas le danger de traiter avec un seul client.

Par la suite, Ikea diminue les montants qu'elle accorde à ses sous-traitants d'année en année. Ces deniers, liés par une clause d'exclusivité, n'ont d'autres choix que d'accepter ces baisses de revenus. Et ces sous-traitants, qui tiennent à conserver le même niveau de profits, coupent les frais de production autant qu'ils le peuvent. S'en suivent alors des baisses de salaire importantes et des normes de sécurité déficientes.

On a d'ailleurs observé, durant le reportage télé, des ouvriers trempant des chaises dans des solutions acides



Dessin : Jonathan Charland

sans même porter une paire de gants et des ouvrières contraintes de venir travailler avec de jeunes enfants qui dorment sous des métiers à tisser dans des ateliers où l'air est irrespirable.

Bien qu'Ikea l'interdise et menace de couper les ponts avec les sous-traitants qui passeront outre, certains sous-traitants embauchent même des enfants comme ouvriers. Malheureusement, aux dires des sous-traitants eux-mêmes,

les inspections se font plutôt rares et même si une fabrique se fait prendre en flagrant délit, elle ne reçoit qu'un avertissement. La compagnie Ikea préfère fermer les yeux sur un système de production malsain qu'elle-même a contribué à créer.

Alors, toujours beaux, bons, pas chers les meubles Ikea?

Dominique Desautels



La Hollande

Un vieux modèle retapé

Le dernier hit en Europe, c'est le modèle hollandais. Les politiciens, tels le chancelier allemand, le social-démocrate Gerhard Schroeder et le président américain Bill Clinton, y vantent les résultats de ce pays. Des revues syndicales le vénèrent avec enthousiasme pour avoir diminué de moitié le chômage depuis quinze ans. Le président de la Bundesbank d'Allemagne, quant à lui, dit que c'est un modèle pour toute l'Europe.

Mais qu'est-ce que ce modèle a de si miraculeux pour que politiciens, syndicalistes et banquiers en fassent la promotion? Les Hollandais auraient-ils trouvé un meilleur moyen de partager la richesse? Allons-y voir et jetons un regard attentif. Ce modèle est basé sur la collaboration entre les classes sociales afin d'éliminer le chômage. À première vue, ça semble avoir marché puisque le chômage officiel est de 6 % et la croissance économique de 3%. Tout un progrès par rapport à 1984 où il y avait, officiellement, 14 % de chômage (mais 27 % en réalité, si on inclut les gens couverts par d'autres programmes sociaux, tels l'aide sociale). Mais attention aux chiffres trompeurs.

Où va la richesse?

Depuis l'accord de collaboration signé en 1982, les travailleurs ont accepté de diminuer leurs demandes salariales sur une longue période de temps et, de leur côté, les entreprises ont vu leurs impôts diminuer drastiquement. Les prestations d'aide sociale ont été réduites et le revenu minimum est passé (pour un individu) de 64,4 % du revenu moyen des employés en 1981 à 50 % actuellement.

Du côté de l'emploi, on est passé de 5,5 millions d'emplois à 6,8 millions et 75 % de cette hausse revient à des emplois à temps partiel et précaires aux dépens des emplois à temps plein. Le résultat net est une augmentation de la pauvreté chez les

employés salariés, tant dans le secteur privé que public.

Depuis la fin des années 90, les sociaux-démocrates et les syndicats ont ciblé, en premier lieu, le programme de santé et sécurité au travail en reclassant les bénéficiaires et



Les moulins à vent du néo-libéralisme

Source : Entrée Libre

en les obligeant, soit à retourner au travail, soit à être un bénéficiaire de l'aide sociale. Devant le mécontentement populaire, une commission parlementaire sur l'« État providence » a été créée. Le résultat : les jeunes de moins de 23 ans n'ont plus droit qu'à six mois d'aide sociale; après ce temps, un conseil local leur impose un travail. Quant aux entreprises, elles reçoivent une aide financière pour employer des chômeurs qu'elles abandonnent une fois les subsides terminés (soit près de 170 000 personnes). En 1993, un accord est conclu pour des réductions de salaire; plus de flexibilité dans les échelles salariales; une augmentation du travail à temps partiel. Dans le secteur privé, les syndicats acceptent que les négociations soient décentralisées et, dans le secteur public, que des clauses orphelines et des salaires plus bas pour les sans emploi depuis longtemps soient établis.

Selon les dernières statistiques, 8 à 10 % des employés reçoivent de tels salaires. Sur les 300 000 emplois créés entre 94 et 96, seulement 10 % sont à temps plein contre 37 % à temps partiel, soit le plus haut taux de toute l'Europe.

Les dernières statistiques de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique (OC-DE) nous révèlent qu'il y a 1,7 millions de sans-emplois en Hollande, soit 27 % de la force de travail. On est loin du 6 % officiel. Il est clair que la masse des employés sous payés a permis une augmentation record des profits des entreprises et du nombre de millionnaires (150 000). En fait, nous connaissons très bien le « modèle hollandais » : c'est encore une fois la sociale-démocratie qui vient à la rescousse des entreprises pour gérer leur agenda. Il n'a rien d'original!

Yves Lawler

Au Pérou et au Nicaragua

Éducation et pauvreté

Nous parlons ici de deux pays chez lesquels, à un certain moment, il y a eu une poussée au niveau de l'amélioration du niveau d'éducation mais, qui ont vécu une stagnation voire un recul en la matière. Pour vous donner un portrait de la situation en 1995, le tableau vous montre quelques chiffres rendus disponibles par l'UNESCO au sujet de l'enseignement de niveau primaire.

Au Pérou, il y a eu un effort afin d'abaisser le taux d'analphabètes au pays. Beaucoup d'écoles ont été construites, des enseignants ont été embauchés et on a obtenu certains résultats. Toutefois, le gouvernement sous la présidence de monsieur Alberto Fujimoro, a mis fin à ces efforts. On se retrouve maintenant dans la situation où des écoles presque neuves ne sont même pas utilisées.

Pour ce qui est du Nicaragua, la situation est différente. Ce pays a connu la révolution sandiniste en 1979 de laquelle a découlé,

entre autres, une campagne d'alphabétisation. En 1980, le taux d'analphabétisme était de 12 %. Il était à 35,4% en 1995 alors que les sandinistes n'étaient plus au pouvoir. Dans certaines régions rurales, jusqu'à 80% des enfants de 7 à 14 ans ne vont pas à l'école.

Pauvreté

Selon le PNUD (programme des Nations unies pour le développement), le Pérou a 23 millions d'habitants dont la moitié vit dans la pauvreté. Pour essayer d'améliorer la situation, des cuisines collectives ont été mises sur

pied. En fait, ce sont plus de 250 000 femmes qui font fonctionner 10 000 cuisines collectives.

Toujours selon le PNUD, le Nicaragua, pays de 4,4 millions d'habitants, a 74,8% de sa population qui vit dans la pauvreté et 43% de celle-ci est dans l'extrême pauvreté. Le Nicaragua est un pays qui a connu plusieurs catastrophes naturelles, que ce soit des inondations, des ouragans ou des sécheresses. Ceci n'aide en rien leur situation car l'aide humanitaire n'arrive pas à combler le vide créé. Les données suivantes sont antérieures à l'ouragan Mitch.

Les ONG

Les organisations non gouvernementales (ONG) travaillent dans plusieurs pays, dont le Pérou et le Nicaragua, afin de les aider à améliorer leur sort. Cette aide peut prendre différentes

% d'analphabétisme (15 ans et plus) en 1995

Pérou : 5,5 % Nicaragua : 35,4 % Canada : nd

	Espérance de vie scolaire en 1992	Diffusion de journaux quotidiens pour 1000 habitants 1992	Nombre de téléviseurs par 1000 habitants
Pérou	12,5	71	99
Nicaragua	8,5	23	67
Canada	17,6	204	618

formes : ce peut être l'invitation des gens de ces pays à venir ici et voir ce qui pourrait être utile chez-eux pendant que nous, nous pouvons apprendre des choses qui pourraient nous être utiles ici ou ce peut être nous qui allons dans ces pays. On n'a qu'à penser aux groupes de technique de travail social du Collège de Sherbrooke qui vont annuellement au Nicaragua.

On peut se questionner sur le droit à l'éducation et le droit à un revenu suffisant

chez-nous mais, aussi dans d'autres pays. Un des facteurs qui peut expliquer cette situation de pauvreté dans ces pays, c'est l'intervention du FMI (Fonds monétaire international) par l'imposition de ses PAS (programme d'ajustement structurel), particulièrement en lien avec le remboursement de la dette pour les pays pauvres.

Céline Thérberge

Ligue des droits et libertés, section Estrie

Le retour de la peste brune

Un peu d'histoire ne peut faire de mal. Après la Seconde Guerre mondiale, le monde découvrait l'ampleur de la folie meurtrière nazie, faciste et oustachie (leurs collègues croates), entre autres, contre les Juifs, les Tziganes, les homosexuels, les communistes... « Plus jamais ça », clamaient tous en coeur les hommes et femmes de l'époque. Cinquante ans après l'Organisation des Nations Unies (ONU) et la Déclaration universelle des droits de l'Homme (DUH), le monde voit revenir cette triste peste brune.

En Europe, certains pays comme la France, la Belgique ou l'Autriche, pays au lourd passé nazi, comptent des partis d'extrême-droite s'élevant près de 15 % de voix aux élections de tous niveaux. Le Front national, en France, et le Vlams Blok (le Bloc flamand) en sont des exemples. Ouvertement raciste, dirigé par un homme qui a torturé de ses mains pendant la guerre d'Algérie, le FN a pris le pouvoir dans trois villes du Sud de la France, en gros, comparables à la taille de Sherbrooke. Purges ethniques, brutalités policières, fin du soutien au théâtre

municipal...même la bibliothèque municipale de Toulon, l'une des trois villes en question, fait les frais de cette intolérance. Dorénavant, le bibliothécaire ne pourra plus acheter de livres pour enfant racontant des histoires puisées directement dans le folklore africain, asiatique, etc. Seuls les livres bien français auront droit de cité.

Une tendance qui se répand

Les tendances d'extrême-droite sont également présentes en Israël, dans plusieurs pays arabes, en Afrique du Sud, dans toute

l'Amérique du Sud et, bien sûr, aux États-Unis, avec ses milices privées, ses fous de Dieu qui assassinent des médecins, brûlent les églises noires, etc.

Hormis quelques groupuscules, le Québec et le Canada semblent échapper un peu à la tendance. Mais on voit une bonne vieille droite dure et simpliste, Reform party, l'ADQ, etc. prendre du poil de la bête. Xénophobie, populisme, simplisme, idéalisation du passé, intolérance, refus de la différence, repli sur soi et violence caractérisent la pensée d'extrême-droite.

Un retour en arrière qui s'explique

Mais pourquoi ce retour en arrière? Le nazisme, le franquisme, le fascisme apparurent dans les années trente comme une réponse à une situation sociale de crise. La crise de 29 frappait, conséquence de l'ultra libéralisme de l'époque; l'État ne foutait rien, la corruption était généralisée et le désarroi de la population, infini. Arrive alors l'extrême-droite, avec ses solutions simples, ses boucs émissaires (les Juifs, les Noirs, etc.), sa promesse d'un retour à la si bonne société du passé (rappelez-vous les joies de la femme au foyer, les familles nombreuses, le chapelet et le dentiste sans anesthésie!), époque forcément idéalisée. Des solutions qui n'en étaient évidemment pas, car trop simples, trop

violentes et surtout fondées sur un passé révolu, puisque rejeté par la population.

Le néo-libéralisme actuel reproduit les excès des années vingt et, par conséquent, pave le chemin à tous ces manipulateurs qui proposent à la population leurs solutions dangereuses : la pensée d'extrême-droite est le sous-produit direct du néo-libéralisme et du désengagement de l'État. Lutter pour la justice sociale, pour la démocratie, pour la tolérance, c'est lutter contre l'extrême-droite. Il ne sert à rien de diaboliser les leaders d'extrême-droite, les ranger du côté des fous, car c'est nous interdire de comprendre les conditions sociales favorisant l'émergence de leurs idées. Et c'est ce mal qu'il faut arracher.

Yves Couturier

L'arrestation de Pinochet en Angleterre

Des « heureux », même à Sherbrooke

Depuis le 16 octobre dernier, le soleil brille plus que jamais. L'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet est en état d'arrestation en Angleterre pour avoir violé, de 1973 à 1990, les droits humains à des milliers de personnes. Croyez-moi, dans ma famille, on sait ce que ça veut dire. Et voici pourquoi.

Mon père est un ex-prisonnier politique du coup d'État qui est survenu au Chili le 11 septembre 1973. Pour avoir défendu le gouvernement Allende ce matin-là, il a été condamné à la prison à vie. Mais être prisonnier politique au Chili à ce moment-là n'était pas la chose la plus humaine à vivre. Au contraire, ce sont des tortures autant physiques que psychologiques que mon père a dû endurer pendant cinq longues années.

Mort ou condamnation à vie

Le 11 septembre, à 7 heures du matin, la radio annonçait que la marine chilienne avait pris possession du port de Valparaiso. C'était le début de la fin! Ce même jour, mon père allait être fait prisonnier politique avec une

vingtaine de «compañeros», desquels dix réussirent à traverser la Cordillère des Andes vers l'Argentine. Par contre, onze autres dont mon père échouèrent : l'un est mort lors de l'arrestation et les dix autres ont subi des blessures par coups et par balles. Mon père a été porté



disparu pendant deux mois. Quand la famille l'a revu, sa condamnation avait été prononcée. Dès le 27 septembre, mon père a dû se présenter devant le Conseil de guerre où le droit à la défense et le recours à un avocat lui ont été interdits.

Mon père a échappé de justesse à une exécution par fusillade. Ceux qui restèrent, comme lui, furent condamnés à la prison à vie et leurs familles subirent la persécution de la part des militaires. Pendant l'emprisonnement de mon père, ma famille fut harcelée par ces derniers et demeura sans nouvelles de lui durant les deux premiers mois de son arrestation.

Mon père fut torturé physiquement et psychologiquement. Sous prétexte qu'il était un ancien chauffeur de camion, des militaires lui cassèrent les mains et un bras et le laissèrent ainsi, sans soin médical, durant plus d'un mois. Durant ces années d'emprisonnement, ses conditions de détention furent loin d'être celles accordées aujourd'hui au



Monsieur Mariscal et ses «compañeros en prison»

Photo : Famille Mariscal

général Pinochet, car il demeurerait sans cesse à la merci des militaires, qui décidaient du sort des prisonniers. C'est grâce à l'aide remarquable d'Amnistie internationale et de la Croix Rouge internationale que mon père, au lieu de mourir en prison, a pu retrouver sa liberté. De plus, ces deux organisations ont multiplié les démarches pour qu'il reste vivant. Au moins une fois l'an, un médecin de la Croix Rouge lui rendait visite; ce qui était assez exceptionnel car toute visite médicale était interdite...

Des gouvernements étrangers ont également apporté leur support dont le gouvernement canadien qui nous a

autorisé à venir vivre ici. À cause de fortes pressions internationales, Pinochet fut contraint de créer la loi d'Amnistie en avril 1978 et mon père fut libéré. L'adoption d'un décret d'expulsion interne secret émis contre lui nous obligea à quitter le Chili rapidement. Je ne voudrais pas passer sous silence l'aide importante et soutenue des «compañeros» vivants à l'extérieur du Chili ainsi que des fédérations de travailleurs. Nous devons beaucoup à tous ces gens qui nous ont soutenus et aider à garder force et espoir. Nous ne les oublierons jamais...

Ana Rosa Mariscal



Le courant néolibéral et la mondialisation des marchés

Quelle démocratie et pour qui?

Depuis la chute du mur de Berlin et l'écroulement de l'URSS, les élites bien-pensantes du monde capitaliste crient victoire. Elle clament haut et fort que le laisser-faire économique, le libre marché, la liberté d'action quasi absolue de l'entreprise privée sont les seules voies d'organisation et de régulation de la vie économique et sociale pour les citoyens et citoyennes. Suivant cette idéologie, l'État n'a plus sa place, son rôle de redistributeur, d'intervention. Au contraire, il est une entrave au bon fonctionnement économique.

L'État doit alors privatiser, se rapetisser, comprimer ses dépenses, déréglementer, etc. En revanche, on réclame des deniers publics pour sauver des *Welfare Bum* du style Kenworth ou Expos de Montréal. Les mêmes entreprises, qui sont d'accord avec les compressions à l'aide sociale et à l'assurance-emploi, réclament pour elles du bien-être social. La logique est de plus en plus simple : il s'agit désormais de socialiser les pertes et de privatiser les profits. Voilà, à grands traits, les lignes de fond qui soutiennent l'idéologie et le discours néolibéral.

L'État : valet des grandes entreprises

Les constats suivants expliquent la mondialisation des marchés internationaux. Le capital financier est devenu roi et maître. Le marché quotidien des transactions financières s'élève actuellement à 1 500 milliards de dollars, dont plus de 90 % sont spéculatives car elles ne créent aucune richesse,

sauf pour ceux et celles qui les manipulent. Elles sont tellement débranchées de l'économie réelle (production de biens et de services, de la contribution à l'accroissement de la production et de l'amélioration des conditions de vie de l'humanité), que nous en sommes au point où des annonces de licenciements des travailleurs et travailleuses

Devenus des valets des détenteurs de capitaux, les politiciens négocient des traités de libre-échange pour satisfaire leurs intérêts. Si l'Aléna et l'éventuel Aléa visent à ouvrir les frontières pour renforcer le bloc économique de l'ensemble du continent de l'Amérique face aux deux autres grands blocs - Europe et Asie -, l'Organisation de coopéra-



Source : Charlie Hebdo

sont de bonnes nouvelles pour la marché boursier et les détenteurs d'actions. Les États ont laissé tomber le champ politique pour ne faire que de la petite politique : emploi décent, protection des plus démunis, accès à des services de santé égaux et à une éducation de qualité pour toutes et tous.

tion et de développement économique (OC-DE) voit encore plus grand. En effet, depuis 1995, les 29 pays membres négocient - encore une fois, secrètement - un projet d'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI). L'AMI est extrêmement dangereux parce qu'il donne des droits aux entre-

prises, mais uniquement des obligations pour les gouvernements.

Enfin la dette du Tiers-monde a connu, au cours des dernières années, une croissance vertigineuse. Elle est passée de 568 milliards en 1980 pour atteindre 2 000 milliards de dollars en 1997. Les principaux facteurs explicatifs de cette évolution sont : les termes d'échange inégaux entre pays du Sud et du Nord, la récession de 1980, la baisse des prix des matières premières, les taux d'intérêt élevés pendant de nombreuses années, les achats d'armement, la fuite des capitaux, les nouveaux emprunts pour payer les intérêts sur la dette, etc.

Conséquences lourdes

L'écart grandissant entre les riches et les pauvres est une conséquence directe de ces politiques néolibérales. On assiste actuellement à un retour au capitalisme sauvage où la règle est devenue la loi du plus fort et un nivellement par le bas des conditions de vie et de travail pour la majorité des citoyens. Rappelons-le : 447 milliardaires détiennent la richesse équivalente à la production de 56 % de la population mondiale. À l'opposé, plus de la moitié des

habitants et habitantes de la planète sont dans la pauvreté, 800 millions souffrent de malnutrition et 1 milliard sont totalement analphabètes.

Ces quelques statistiques sont plus qu'alarmantes quand on connaît toutes les restrictions et compressions imposées dans l'assurance-emploi, l'aide sociale, la santé, les services sociaux et l'éducation.

Des solutions alternatives

Pour renverser la vapeur, deux conditions sont préalables. Premièrement, ne pas croire en cette sacro-sainte religion intégriste du néolibéralisme. Nous devons devenir toutes et tous des athées du néolibéralisme. Deuxièmement, nous devons nous mobiliser. Nous ne gagnerons rien si nous n'exerçons pas un rapport de force dans nos milieux de travail, en alliance avec les groupes populaires et communautaires et les organisations internationales qui partagent nos objectifs. La commande peut paraître énorme, mais nous ne sommes pas seuls. Il s'agit de nous solidariser.

Jean Lacharité

Secrétaire général du Conseil central de l'Estrie (CSN)
Secrétaire du Syndicat du personnel enseignant du Collège de Sherbrooke.

Amusons-nous...



La langue française a adopté plusieurs mots provenant d'autres langues qui elles-mêmes les avaient parfois empruntés à d'autres.

Devinez de quelle origine sont les mots suivants?

- | | | | | |
|-------------|-------------|-------------|------------|----------------|
| 1. PYJAMA | a) arabe | b) persan | c) italien | d) hindoustani |
| 2. SALAMI | a) espagnol | b) hongrois | c) italien | d) grecque |
| 3. BLED | a) arabe | b) persan | c) anglais | d) russe |
| 4. PUNCH | a) anglais | b) allemand | c) hindi | d) mandarin |
| 5. CHOCOLAT | a) espagnol | b) aztèque | c) wallon | d) italien |

SOLUTIONS : 1. (d) hindoustani, pâté-jama « vêtement de jambes ». 2. (c) italien, hindi, punch « cinq », à cause de cinq composants de la boisson. 3. aztèque, pluriel de salame « chose salée ». 4. (c) 3. arabe maghrébin « terrain, pays ». 4. (c)

Source : Journal Alternatives, Vol. 4, N° 10, juin 1998

Rayon de lune



Elle souffrait d'une blessure secrète, d'un désir douloureux qui lui paraissait inguérissable et donnait à son visage, quand elle cheminait dans les songes, une sorte de majesté mélancolique. Elle voulait sans cesse savoir. Mais savoir quoi? Elle n'aurait pas pu le dire. Son désir était comme une soif sans nom, une soif qui n'était pas de la bouche, mais du coeur. Il lui semblait que sa poitrine en était perpétuellement creusée, asséchée. Elle en tombait parfois dans un désespoir inexprimable.

Elle fréquentait assidûment la mosquée, mais, ne retrouvait pas, dans ses prières, le savoir qu'elle souhaitait. Elle les récitait tous les soirs en y cherchant la sagesse. Elle s'y décourageait souvent. En vérité, plus que les paroles sacrées, elle se délectait du silence, qu'elle appelait à voix basse « le bruit du rien », à l'heure où la lune s'allume dans le ciel.

cha donc sous un arbre, mit son livre sous sa nuque, croisa ses doigts sur son ventre et écouta les menus « bruit du rien », tout autour. Le ciel était magnifique. Les étoiles brillaient comme d'innombrables espérances dans les ténèbres. Le coeur de Genny en fût empli d'une telle douceur que sa gorge se noua. « Savoir la vérité du monde, soupira-t-elle,

l'apaiserait pour toujours. Elle bondit plus haut. Autour de la lune ronde, les étoiles disparurent. Elle se retint de respirer pour ne point rompre le fil qui la tenait à l'infini céleste. Elle s'éleva encore, parvint au seuil d'un vide immense et lumineux.

C'est alors qu'elle entendit un cri d'enfant lointain, menu, pitoyable. Un instant, elle l'écouta. Quelque chose en elle remua, un chagrin oublié peut-être, un lambeau de peine terrestre emporté dans le ciel. Genny se sentit redescendre, lentement. Le cri devint gémissement dans la nuit. Elle s'émut, s'inquiéta. « Pourquoi ne donne-t-on pas d'amour à cette enfant? » se dit-elle, et elle eut une soudaine envie de pleurer. Alors, elle se tourna sur le côté. Elle était revenue dans son corps, sous l'arbre.

Les yeux mi-clos à la lumière des étoiles réapparues, elle vit la cour d'une case et, dans cette cour, un nourrisson couché qui sanglotait, les bras tendus vers une mère absente. Genny se dressa sur les coudes, le coeur battant, la bouche ouverte. Il n'y avait pas d'habitation à cet endroit du village. Elle murmura: « Qui est cette enfant? » « C'est toi-même », répondit une voix fluette, au-dessus de sa tête.



Christine Blanchet

Un oiseau dans la nuit Elle releva la tête, tendit le cou et perçut un oiseau noir, perché sur une branche basse de l'arbre. Elle lui demanda : « Si c'est moi, pourquoi ai-je crié? » « Parce que la seule puis-

sance de ton esprit ne pouvait suffire à atteindre la vraie connaissance, lui dit l'oiseau. Il fallait aussi la participation de ton coeur, ta chair, tes souffrances et tes joies. L'enfant qui cohabite en toi t'a sauvée, Genny. Si la connaissance ne t'avait pas rappelée, tu serais entrée dans l'éternité sans espérance, la pire mort qui soit : celle où rien ne germe. Brûle-toi à tous les feux, autant ceux du soleil que ceux de la douleur et de l'amour. C'est ainsi que l'on entre dans le vrai savoir.

L'oiseau s'envola. Genny se leva et s'en fut lentement par les ruelles de sa ville.

De-ci, de-là, devant des portes obscures, brillaient des lumières. Près du puits, l'âne gris dormait, environné d'insectes. Sous l'arbre de la place, une chèvre livrait son flanc à ses petits. Au loin, un chien hurlait à la lune. Pour la première fois, cette dernière parut à Genny comme une soeur exilée. Elle eut pitié de cet astre qui ne connaîtrait jamais le goût du lait ni la chaleur d'un lit auprès d'un être aimé.

24 septembre 1998, 11 h 20

Geneviève Boulanger
17 ans



Dessin : Jonathan Charland

La lune, mon amie...

La lune, elle l'aimait d'amitié forte et fidèle. Elle lui avait appris à dépouiller la vie de ses détails inutiles. Quand elle apparaissait, elle la contemplait comme une mère parfaite. La seule présence atténuait l'aridité et les obstacles du monde, car ne restait alentour que la pointe de la mosquée, l'ombre noire de la hutte et la courbe pure du chemin. Rien d'autre que l'essentiel. Cela lui plaisait infiniment. Or une nuit de chaleur lourde, comme elle arpentait le long de la rivière aux eaux sombres et silencieuses pour revenir de l'endroit où elle avait longtemps médité, l'envie lui prit de dormir dans cette tranquillité, où son âme baignait. À la lisière de la ville, elle se ca-

savoir »! Ce mot lui parut plus torturant et beau qu'il ne l'avait été jusqu'à cette nuit délicieuse. Elle contempla la lune.

La légèreté d'être...

Elle sentit alors un rayon pâle et droit comme une lance entrer en elle par la secrète blessure de son esprit. Aussitôt, le long de ce rayon fragile, elle se mit à monter vers la lumière. Cela lui parut facile; elle était soudain d'une légèreté merveilleuse. Une avidité jubilante l'envahit. La pesanteur du monde, les chagrins de la terre lui parurent bientôt comme de vieux vêtements délaissés. Elle pensait qu'elle allait enfin apprendre cette science qu'elle ne pourrait peut-être jamais enseigner à personne, mais qui, elle l'espérait,

COLLECTIF RÉGIONAL D'ÉDUCATION SUR LES MÉDIAS D'INFORMATION FORMATION SUR LES MÉDIAS

Choisissez la date qui vous convient :

17 février 1999

14 avril 1999

12 mai 1999

Durée : 9 h 30 à 16 h 30 Coût : 10 \$ (photocopies)

187, rue Laurier, Sherbrooke
Salle Alphonse-Desjardins

**Pour inscription
& information : (819) 346-010**

Vivre

dans une coopérative
d'habitation

C'est

- ✓ avoir son mot à dire dans les décisions
- ✓ être un locataire - propriétaire
- ✓ s'intégrer à un milieu dynamique
- ✓ participer à la vie démocratique d'un mouvement
- ✓ se donner une emprise sur nos conditions de logement

**C'est joindre un mouvement communautaire
présent dans tous les quartiers de Sherbrooke**



COOPÉRATIVE D'HABITATION
DES CANTONS DE L'EST

31, rue King Ouest, local 410
Sherbrooke (Québec) J1H 1N5
(819) 566-6303

- - CHÔMAGE - -

Disponibilité... Oui ou non ???

Toute personne qui reçoit des prestations régulières de chômage pourra être appelée à démontrer sa disponibilité. Les exigences des agents de la Commission de l'assurance-emploi peuvent sortir des sentiers battus et vous paraître exagérées. C'est souvent le cas et, malheureusement, la méconnaissance de la Loi et de la jurisprudence en matière de disponibilité est à l'origine de bien des abus à l'égard des prestataires.

Une Loi très vague...

La Loi est un peu vague sur cette question. L'article 18 mentionne qu'un prestataire doit prouver qu'il est, chaque jour ouvrable, « capable de travailler et disponible à cette fin et incapable d'obtenir un emploi convenable ». Une publication du ministère intitulée « Droits et obligations du prestataire » précise, en partie, ce qui est exigé. Celle-ci explique qu'un prestataire doit dresser une liste des employeurs avec lesquels il a communiqué pour obtenir un emploi et indiquer les dates auxquelles il les a contactés. Il y est aussi mentionné qu'il doit être prêt à fournir ces renseignements sur demande.

Aucune précision n'est faite quant au nombre de démarches à faire par semaine. Rien non plus sur l'importante notion d'emploi convenable pourtant mentionnée à la fois cette publication et dans la Loi. Quel doit être le rôle de la Commission en cette matière: éducation ou répression? La jurisprudence est claire: la Commission a le devoir d'expliquer ce qu'elle attend d'un prestataire. De plus, lorsqu'elle n'est pas satisfaite des démarches d'un prestataire, l'équité et la justice naturelle exige qu'elle l'avise des exigences précises et lui laisse un délai afin de remédier à la situation. Après ce délai, généralement quatre semaines, si celui-ci ne rencontre pas les exigences énoncées, la Commission sera justifiée de le rendre inadmissible.

Service d'aide ou contrôle

Il y a quelques années, le ministère a lancé un « service d'aide aux prestataires ». Des prestataires sont obligé-e-s d'assister à des entrevues de groupe où leur sont expliquées les exigences ci-dessus mentionnées. Quelques semaines plus tard, les gens doivent rencontrer un agent et lui présenter la liste de leurs démarches. Si l'agent décelé des difficultés, il les réfère vers des services externes d'aide à la recherche d'emploi.

Cet objectif, louable au départ, camoufle en réalité un système de contrôle des prestataires et est devenu un moyen pour couper leurs droits aux prestations. Depuis quelques mois, l'étape de vérification auprès des individus est assumée par la section des enquêtes et contrôles du ministère. La pratique des enquêteurs est très intimidante et les menaces sont à peine voilées. De plus, ces derniers avancent des exigences qui n'ont aucun fondement.

Ce n'est pas acceptable d'abuser ainsi des gens alors que le surplus des coffres de l'assurance-emploi atteint près de 20 milliards de dollars. Plutôt que de s'acharner sur la disponibilité des sans-emploi, l'État devrait s'attaquer à la non-disponibilité des emplois.

Denis Poudrier
MCCE



P.S. Emploi

411, rue Belvédère Sud
Sherbrooke J1H 4B7
Tél. : 820-8869

est un organisme communautaire qui regroupe des personnes en situation de non-emploi. C'est aussi un lieu où se créent des réseaux personnels et professionnels à travers les liens d'entraide et de solidarité.

Rapport sur l'allégement réglementaire

Simplifier la vie aux entreprises...

Lors du sommet socio-économique tenu en octobre 1996, le premier ministre Lucien Bouchard s'était engagé à mettre sur pied un groupe de travail chargé de conseiller le gouvernement en matière d'allégement réglementaire. Le 10 septembre 1997, le Conseil des ministres décidait de la mise sur pied de ce comité qui était principalement formé de gens d'affaires. Le rapport du groupe-conseil sur l'allégement réglementaire a été remis au premier ministre le 29 mai 1998 par le président de ce groupe, monsieur Bernard Lemaire. Il a été accueilli positivement par le premier ministre: « Le gouvernement du Québec souscrit dans une très bonne mesure aux problématiques et aux orientations proposées dans le rapport du groupe-conseil pour alléger le cadre réglementaire québécois. »

La logique sur laquelle se fonde la réflexion du groupe-conseil se résume à ceci: une réglementation allégée diminue les coûts des entreprises, favorise la compétitivité des entreprises et par là même, leur développement. Le groupe-conseil trompe délibérément la population quand il affirme que cette compétitivité et ce développement des entreprises sont garants de la relance de l'emploi et, donc, devrait nous sortir de la crise de l'emploi que le Québec connaît depuis plusieurs années. On peut se demander en quoi la reprise qu'ont connue les entreprises récemment et l'augmentation importante de leurs profits ont changé significativement la réalité des travailleurs et travailleuses.

Patronat à plaindre???

Les gens d'affaires ne cessent de se plaindre de la réglementation québécoise relative au monde du travail qui est, semble-t-il, un irritant majeur pour les entreprises. Ceux-ci estiment abusif que le Québec ait adopté et maintenu des législations qui accordent des droits aux travailleurs et aux travailleuses, ces droits étant considérés comme autant d'entraves à leur liberté. Ils en ont donc contre plusieurs dispositions de la Loi sur les accidents et les maladies professionnelles, de la Loi sur la santé et sécurité du travail, de la Loi sur les normes du travail, du Code du travail, de la Loi sur l'équité salariale et contre plusieurs autres champs de réglementation: réglementation environnementale, l'application

des règles fiscales, le démarrage d'entreprises, les permis, les licences et autorisations, le système professionnel québécois, la protection des consommateurs et consommatrices et certaines réglementations sectorielles relatives aux industries minière, forestière, agroalimentaire et touristique.



Dernière décoration de M. Lemaire: la Légion d'honneur

Le Québec peut être une société distincte mais pas lorsqu'il est question d'économie: il doit se soumettre aux impératifs du marché. Les Bernard Lemaire et autres dignes représentants du milieu des affaires ne sont

manifestement pas très occupés par les impacts sociaux de leurs revendications. Ils sont plutôt préoccupés par l'atteinte de leurs objectifs économiques.

Ne soyons dupes

Il nous faut dès maintenant démontrer au gouvernement du Québec que nous ne sommes pas dupes, que nous avons pleinement conscience que ce rapport ne vise qu'à laisser toute la place aux gens d'affaires. Nous devons démontrer au gouvernement que nous n'avons nulle intention de sacrifier nos droits pour une hypothétique relance de l'emploi, mais une relance assurée des profits de Bernard Lemaire et de ses amis.

Claude Dallaire

Comité des travailleurs et travailleuses accidenté-e-s de l'Estrie

Source: Assemblée de travailleurs et travailleuses accidenté-e-s du Québec

Dessin: Jonathan Charland

SECRET

ILLUSION-EMPLOI

Tu as des problèmes parce que tu participes à des mesures d'employabilité ou que l'on te refuse d'y participer.
ILLUSION-EMPLOI PEUT T'AIDER.

Un organisme de défense de droits et d'information sur :

- Les mesures d'employabilité
- Les lois protégeant les travailleuses et travailleurs
- Un service confidentiel et efficace

.....

Illusion-Emploi

187, rue Laurier, Sherbrooke, J1H 4Z4
Téléphone : (819) 569-9993 Télécopieur : (819) 569-9269

-- VOUS ET VOS DROITS --

UN PÈRE PRATIQUANT LA RELIGION MUSULMANE PEUT-IL EMPÊCHER SES ENFANTS DE SUIVRE DES COURS D'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX À L'ÉCOLE?

FAITS :

Les faits soumis au tribunal sont les suivants : un divorce a été prononcé et la garde conjointe des enfants a été accordée aux deux parents. La mère, qui est protestante non pratiquante, a inscrit ses enfants au cours de religion catholique pour qu'ils s'intègrent plus facilement à la société québécoise. Le père pratique la religion musulmane et voudrait que ses enfants soient inscrits au cours d'enseignement moral. Il souhaite ce changement pour que le choix de l'instruction religieuse soit laissée à chacun des parents. Lors de leur interrogatoire, les enfants ont manifesté le désir de continuer à suivre le cours d'enseignement catholique.

QUESTION :

Le père peut-il empêcher ses enfants de suivre le cours de religion catholique?

DÉCISION :

Non.

MOTIFS :

Le différend qui oppose les parents en est un d'autorité parentale. En effet, ceux-ci ne s'entendent pas sur la religion à inculquer à leurs enfants. Le tribunal se doit, dans un cas comme celui-ci, d'agir dans l'intérêt de l'enfant. Ce n'est que l'intérêt de l'enfant qui doit prévaloir. Le père recherche son propre intérêt. Il a menacé les enfants en refusant de les voir si ceux-ci témoignaient ou si le jugement lui était négatif. Les enfants ont manifesté le désir de poursuivre leur cours d'enseignement religieux. Ce ne serait donc pas dans leur intérêt que de les forcer à quitter le cours.

M^e Micheline Plante

Centre communautaire de l'Estrie (819) 563-6122

FAMILLE PLUS

**HALTE JEUX - RÉPIT FAMILIAL
CONFÉRENCES - ATELIERS**

324-1 Ball - Sherbrooke - J1H 1V5- (819) 822-0835

Équipement de bureau
QWERT Itée
985, rue Galt ouest,
Sherbrooke
562-5079

SERVICE
(RÉPARATION TOUTES MARQUES)
VENTE
LOCATION

**SMITH
CORONI**



Solidarité Populaire Estrie

187, rue Laurier, local 315
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Tél. : (819) 562-9547

Assurance-emploi : Non, Non, Non, Oui, Non

Réclamons nos 20 milliards de dollars

qui risquent de s'enVOLer
comme par hasard de la caisse d'assurance-emploi
où tous et toutes ont cotisé

Surplus budgétaire \$\$\$\$\$

Le surplus budgétaire, c'est notre affaire

Réclamons l'amélioration de nos programmes sociaux
tels que la santé, l'aide sociale et l'éducation.

Pour le gouvernement, c'est Déficit Zéro

Pour nous, c'est Pauvreté Zéro



**SUPPLÉMENT DE REVENU
GARANTI ET ALLOCATION
AU CONJOINT**

Bonne nouvelle pour les aînés

**Il est maintenant plus facile
de renouveler vos prestations.**

Le gouvernement du Canada simplifie la procédure de renouvellement pour les aînés qui reçoivent le Supplément de revenu garanti ou l'Allocation au conjoint. Les prestations d'un grand nombre de retraités seront renouvelées automatiquement au moment de remplir leur déclaration de revenus.

Vous trouverez dans votre courrier des renseignements sur la manière de renouveler.

Si vous n'avez pas reçu votre lettre d'ici le 15 février, veuillez communiquer sans frais avec Développement des ressources humaines Canada au **1 800 277-9915**.

Si vous utilisez un ATME ou un télécriteur, veuillez appeler au **1 800 255-4786**.

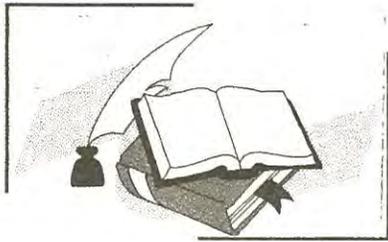
 Développement des ressources humaines Canada  Human Resources Development Canada

Canada

Australie, terre d'exil pour les Patriotes de 1838

La Route de Parramatta

*Je m'avance chargé d'une moitié de la terre
La maison est loin encore
Et la mort si proche*
Fernand Dumont



Parramatta, route et rivière sur la terre australienne, signifia, pour les Patriotes exilés en 1839, le bout du monde. Pour ceux qui avaient échappé à la potence dans la prison du Pied-du-Courant à Montréal, ce fut, pour avoir la vie sauve, le prix à payer pour retrouver la liberté.

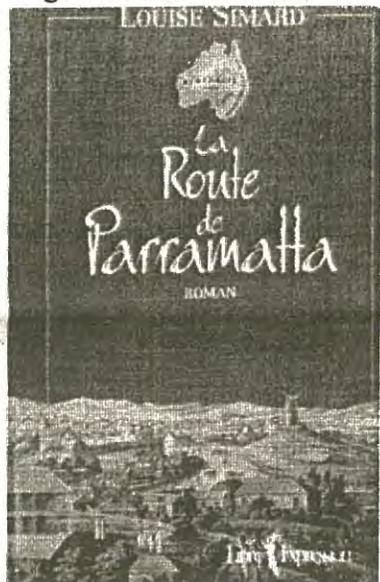
La romancière, Louise Simard, auteure de romans historiques, nous dévoile, à travers ses personnages Désiré Bourbonnais, Étienne Langlois et Hippolyte Lantôt, le tragique destin de ces Canadiens-français, destin qui bascula lors des soulèvements en chaîne de Napierville, Lacolle, et Odelltown, entre autres.

Contrôle des conquérants

Nous sommes en 1838. Autant dans le Haut-Canada que dans le Bas-Canada, la révolte gronde : ces gens n'en peuvent plus d'être écrasés par le pouvoir politique et financier des conquérants anglais, lesquels contrôlent toute l'économie et la distribution des terres. Le peuple réclame plus de justice et de partage équitable. Les insurgés seront défaits et amenés prisonniers. Quelques-uns seront pendus; d'autres, (141 insurgés, dont 58 francophones), seront déportés en Australie.

Entassés dans la cale sombre et basse du *Buffalo*, ces derniers trouveront la traversée des océans douloureuses et leur exode plus lourd encore que ces chaî-

nes attachées à leurs pieds lors de leur arrestation. Perdus au coeur de ce nouveau continent, ces hommes feront preuve de courage et de ténacité malgré des conditions de détention précaires, liées à une promiscuité omniprésente. La vie des forçats dans le camp de travail de *Longbottom* n'est pas facile; elle porte en elle les germes de l'adversité, égoïsme et solidarité.



Source : Maquette de la couverture au livre

Au-delà de l'ennui, l'espoir

Jour après jour, chacun aura à se confronter avec lui-même ou avec les autres. La beauté envahissante de la campagne australienne n'aura de cesse de raviver leur ennui et, malgré cela, plus

que jamais, ils garderont en eux l'espoir de retourner un jour au Canada. Ces hommes souffrent et ont le mal du pays et pleurent ceux qu'ils ont laissés derrière eux. Les grands espaces, les vents et les neiges qui donnent naissance aux verdooyants printemps leur manquent plus que jamais. Et lorsqu'ils seront libérés du camp de travail de *Longbottom*, l'apport chaleureux de certains habitants les aidera à survivre.

Teinté à l'encre d'un vocabulaire recherché, ce roman historique témoigne d'une maturité littéraire ainsi que du respect et de l'affection de l'auteure pour ses personnages. D'une main généreuse et sensible, Louise Simard nous trace la route de Parramatta où s'est jouée la vie de ces Canadiens-français. Une vie mêlée de courage, d'espoir, de lutte, d'aventure et de danger. Une vie profondément humaine, en quête de liberté...

Louise Daigle

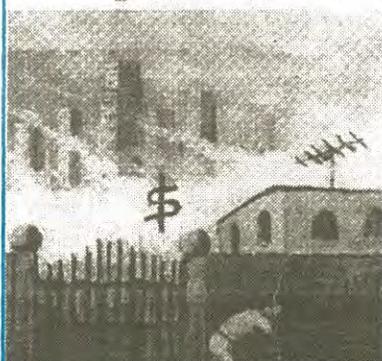
SIMARD, Louise. *La Route de Parramatta*. Éditions Libre Expression, Montréal, 1998, 500 p.

Le Désastre capitaliste

La Mondialisation de la pauvreté

La conséquence des réformes du FMI et de la Banque mondiale

La Mondialisation de la pauvreté



Maquette de la couverture du livre

DANS ce livre, Michel Chossudovsky montre les conséquences d'un nouvel ordre financier qui se nourrit de la pauvreté et de la destruction de l'environnement, engendre un véritable apartheid social, encourage le racisme, les conflits ethniques et s'attaque aux droits des femmes.

APRÈS avoir exposé en détail les mécanismes de mise en place de l'économie globale, l'auteur procède à une série d'analyses de cas précis en Afrique, en Asie, en Amérique latine, en ex-Union soviétique et en ex-Yougoslavie.

LE livre se termine par une brève étude des pays industrialisés et du Québec, démontrant que les populations de ces pays ne sont pas épargnées.

NOAM CHOMSKY, l'un des intellectuels les plus renommés de ce siècle, dit de cet ouvrage : « Michel Chossudovsky soulève dans cette précieuse étude l'une des questions les plus importantes de l'heure actuelle : les « réformes économiques » que les institutions financières internationales s'affairent à réaliser dans une grande partie du tiers-monde et de l'Europe de l'Est et leurs sinistres conséquences. Chossudovsky met à nu leurs caractéristiques fondamentales et leurs racines dans l'économie internationale. Tant son analyse globale que les nombreuses études de cas qu'il nous offre démontrent avec perspicacité comment ces « réformes » rétablissent les modèles coloniaux, font obstacle à toute planification nationale et à toute véritable démocratie, tout en mettant en place les structures d'un monde d'inégalité croissante dans lequel la vaste majorité est vouée à la souffrance et au désespoir pour servir les intérêts d'un très petit nombre de privilégiés et de puissants. Mais cette évolution n'a rien d'inévitable. La recherche de Chossudovsky nous permet de comprendre ce qui serait un pas important dans la lutte acharnée nécessaire pour renverser la vapeur. »

Louise Daigle

Source : les éditions ÉCOSOCIÉTÉ, nouveauté novembre 98

CHOSSUDOVSKY, Michel, *La Mondialisation de la pauvreté*. Les éditions ÉCOSOCIÉTÉ, Montréal, 1998, 256 pages.

S'abonner c'est se donner les moyens de mieux s'informer

Abonnement régulier 15 \$
Institutions, organismes 20 \$
Le prix inclut la TPS

Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de _____ \$ pour _____ abonnement(s) adressé à :

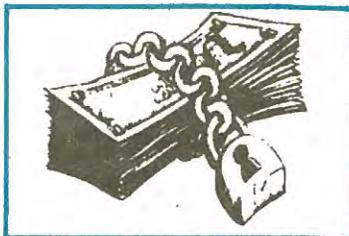
Entrée Libre

187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Téléphone : _____



**LE FINANCEMENT
DES
GROUPES
POPULAIRES**

URGENT

URGENT

Recherchons équipiers et équipières pour :

Rédaction
 Enquêtes

Photos
 Montage

Se joindre à l'équipe d'Entrée Libre permet de s'impliquer humainement dans le quartier.

CONTACTEZ-NOUS : 821-2270